JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982

(74^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

1^{re} Séance du Samedi 7 Novembre 1981.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. CHRISTIAN NUCCI

1. — **Loi de finances pour 1982 (deuxième partie).** — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 3310).

Budget annexe des postes et télécommunications.

MM. Alain Bonnet, rapporteur spécial de la commission des finances ; le président.

M. Jarosz, rapporteur pour avis de la commission de la production.

MM. Georges Sarre,
Noir, Mexandeau, ministre des P. T. T.,
Coullet,
François d'Aubert,
Delisle,
Durr,
Jagoret,
Paul Moreau.

MM. le ministre, François d'Aubert, Noir, le président.

Crédits ouverts à l'article 47. — Adoption (p. 3322).

Crédits ouverts à l'article 48 (p. 3322).

Amendement n° 46 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 47 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre, Delisle. — Rejet.

Amendement n° 48 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre. — Retrait.

Amendements identiques n° 49 de M. Robert Galley et 88 de M. François d'Aubert : MM. Robert Galley, François d'Aubert, le rapporteur spécial, le ministre, Georges Sarre. — Rejet.

Amendement n° 50 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre. — Retrait.

Amendements n° 89 de M. François d'Aubert et 51 de M. Noir. — L'amendement n° 89 n'est pas soutenu.

MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre. — Retrait de l'amendement n° 51.

Amendement n° 52 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre. — Retrait.

Amendements n° 90 de M. François d'Aubert et 53 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre. — Retrait.

Amendement n° 54 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre. — Retrait.

Amendement n° 95 de M. Noir : MM. Noir, le rapporteur spécial, le ministre. — Retrait.

Adoption des crédits ouverts à l'article 48.

Renvoi de la suite de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

2. — **Ordre du jour** (p. 3328).

PRESIDENCE DE M. CHRISTIAN NUCCI,
vice-président.

La séance est ouverte à dix heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1982 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1982. (Nos 450, 470.)

BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

M. le président. Nous abordons l'examen du budget annexe des postes et télécommunications, dont les crédits sont inscrits aux articles 47 et 48.

Mes chers collègues, avant de donner la parole à M. le rapporteur spécial de la commission des finances, je prie instamment les orateurs inscrits de respecter les temps qui leur ont été attribués et d'éviter tout débordement.

En effet, je vous le rappelle, nous avons deux autres budgets à examiner aujourd'hui, dont celui du Plan et de l'aménagement du territoire la nuit prochaine !

La parole est à M. Alain Bonnet, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour dix minutes.

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. Monsieur le président, monsieur le ministre des P. T. T., mes chers collègues, le budget annexe des P. T. T., dont j'ai l'honneur d'être le rapporteur spécial, est l'un des plus importants budgets de l'Etat, tant par le nombre de ses agents, près de 500 000, que par la masse des crédits. Il est le deuxième, en importance, après celui de l'éducation nationale, pour les crédits de fonctionnement, et après celui de la défense, pour les autorisations de programme.

Compte tenu du temps trop court que doit durer la discussion de ce budget annexe, nous allons examiner, en ce samedi matin, les comptes du ministère des P. T. T. au rythme de un milliard de francs à la minute !

C'est un budget essentiel destiné à assurer des missions dont dépend étroitement l'économie du pays. Pour la clarté de mon exposé, je traiterai séparément des deux catégories de missions : celles de la poste et celles des télécommunications.

Les images de marque de ces deux administrations que le ministère a, semble-t-il, jusqu'à présent voulu clairement distinguer — les voitures jaunes, les voitures bleues — s'opposent symboliquement dans l'opinion publique.

L'une de ces administrations paraît en difficulté pour certains utilisateurs. Le courrier est acheminé dans des conditions acceptables mais au prix de la suppression de la deuxième distribution, les fameuses boîtes Cedex, les levées de plus en plus précoces et l'allongement de certaines files d'attente aux guichets proches de votre domicile, mais loin de votre bureau et fermés le samedi. Bref, tout cela donne une image quelque peu vieillotte d'une poste relativement mal adaptée à nos besoins, pour un prix qui, en outre, a augmenté sensiblement plus vite que celui des services.

A l'inverse, l'autre administration semble très performante. Notre sous-équipement téléphonique, qui a servi de thème à un sketch célèbre, après s'être hissé à l'un des premiers rangs européens par le prix, est entré dans le peloton de tête pour le rapport entre la qualité et le prix en Europe.

Mieux même : l'intensité de l'effort de recherche entrepris pour des services nouveaux nous place à la pointe des techniques, qu'il s'agisse de Télétel, de l'annuaire électronique, des fibres optiques et des satellites. Ces progrès nous laissent entrevoir des applications extraordinaires en matière télématique.

Cependant, cette simplification des images de marque est quelque peu manichéenne et, à la lumière de l'examen du budget, il est bon d'ébranler quelques idées reçues : ne serait-ce que parce que le budget des P. T. T. est un budget annexe auquel sont affectés les recettes de la poste, des services financiers et des télécommunications !

Ainsi l'administration des P. T. T. présente la particularité de fonctionner quasi exclusivement sur ses recettes d'activité, ses produits financiers et ses ressources d'emprunt.

Alors que le budget général alimente, en principe, les autres budgets, on constate que, cette année, c'est le budget des P. T. T. qui alimentera, pour 3 milliards 200 millions de francs, le budget de la nation : anomalie qui ne manquera pas de surprendre, mais il faut souligner le caractère tout à fait exceptionnel de cette contribution, au titre de la solidarité nationale justifiée par la lutte contre le chômage. Il s'agit d'ailleurs d'un prélèvement sur les excédents des recettes des télécommunications : il permettra de créer des emplois. Le 6 octobre dernier, le conseil supérieur de la poste a envoyé une adresse, cosignée par les syndicats, à M. le Premier ministre, qui va nous répondre incessamment.

D'emblée, il faut souligner que si les télécommunications sont dynamiques et dégagent des excédents, c'est parce que, après avoir accumulé un retard dramatique, elles ont fait ensuite, jusqu'en 1960-1965, l'objet jusqu'à présent de toutes les faveurs.

Sans marquer un coup d'arrêt, il est certain que ce projet de budget tend plutôt à privilégier l'équipement de la poste : il tranche ainsi avec la dégradation observée les années précédentes.

De même, si une ponction a été faite au profit de la nation sur les excédents des télécommunications, le budget général a reversé un peu plus de un milliard de francs pour contribuer à compenser le déficit résultant des obligations que la poste supporte en matière de trafic de presse.

En effet, le déficit de la poste, important et permanent, n'est pas dû à sa mauvaise gestion mais à des facteurs extérieurs : le régime spécial de la presse, l'influence de la politique de l'épargne, enfin la très vive concurrence des banques.

A cela, il faut ajouter que cette administration, tout spécialement en contact avec le public, avec ses 17 000 bureaux de poste, comprend plus de 40 p. 100 d'agents gagnant moins de quatre mille francs par mois, dont la grande majorité est harcelée par la diversité et la multiplicité des tâches à assumer dans des conditions qui se sont hélas détériorées faute de crédits d'équipement.

Il est certain que les receveurs-distributeurs — les « R. 4 » — symbolisent toute la difficulté de ce service public. Jouant un rôle déterminant d'animation en milieu rural, il est, sans conteste tout à fait regrettable que le titre de comptable public ne leur ait pas encore été reconnu et qu'ils n'aient reçu en compensation — grâce à vos efforts, il est vrai, monsieur le ministre — qu'une prime de deux cent cinquante francs par mois.

Toutes ces difficultés expliquent que le monopole de la poste, dont on parle moins que celui de l'ex-O. R. T. F., soit sérieusement battu en brèche. Dans les grandes villes, chacun le sait, des sociétés privées de coursiers ont développé une activité rentable et concurrente du service postal.

Mais comment l'administration des P. T. T. pouvait-elle réagir alors qu'elle doit, en priorité, faire face aux difficultés quotidiennes provoquées par la surcharge croissante du service et la dégradation des conditions de travail de ses agents, comme nous l'ont expliqué à juste titre les syndicats que nous avons reçus ?

Cependant les télécommunications prospéraient et les Français y étaient sensibles, alors pourquoi s'alarmer ? Et il est vrai que le sous-équipement téléphonique dramatique de la France, grave erreur politique commise dans les années 1950 à 1965, exigeait que l'on mit les bouchées doubles. La politique choisie fut celle de l'accélération.

Sous le ministère de Robert Galley, les techniques de financement furent mises au point et, toutes les conditions étant alors réunies, la demande téléphonique « explosa » en 1974.

Les crédits abondants et rapidement débloqués permirent avec une efficacité remarquable d'automatiser l'ensemble du pays : sans doute de façon trop brutale pour que la qualité du service puisse suivre.

Les créations d'emplois n'ayant pas été simultanées, il fallut quelques années pour que le téléphone devienne un élément à la fois indispensable et banal de notre vie quotidienne.

Cependant, deux problèmes restent à résoudre : l'un, ponctuel, concerne les lignes longues en milieu rural, qui sont encore trop longtemps attendues. Certains doivent patienter trois, quatre et même cinq ans pour obtenir satisfaction.

L'autre, structurel, plus difficile à résorber, est la conséquence de la politique d'accélération. En effet, les industriels des télécommunications, aussi bien la grande industrie électronique que les P. M. I. et les P. M. E. chargées du génie civil des grandes lignes, se trouvent en difficulté dans la conjoncture, hélas difficile ! qui est la nôtre.

Certes nous avons rattrapé notre retard, mais nous en payons le prix : la poste est devenue un service qui peine pour satisfaire nos besoins, mais il est néanmoins indispensable ; et les télé-

communications, malgré les satisfactions immédiates, laissent des séquelles à résorber, d'une part par la concentration des équipements dans le temps, d'autre part par la dispersion des choix techniques.

En effet, les gouvernements concernés ont choisi de mettre en concurrence, à chaque étape de l'aménagement, deux systèmes techniques. Or, sauf la France, tous les pays industrialisés ont opté pour un système unique par génération.

Aujourd'hui s'ajoute donc l'incertitude de mettre effectivement en service l'un des deux systèmes numériques retenus et pour lequel on aurait passé commande.

Qui plus est, à ce tableau nuancé de la difficile et performante réussite du téléphone il faut ajouter que la régression normale de l'activité liée aux commandes intérieures ne semble pas relayée par les exportations espérées.

De surcroît, quand on notera que l'effort intense de développement des télécommunications s'est accompagné d'un endettement croissant, on reconsidérera quelque peu l'image initiale véhiculée par les fameuses petites voitures bleues.

On comprendra aussi que le projet de budget prévoit 27 milliards 200 millions d'autorisations de programme pour compléter notre réseau d'abonnés — près de 2 millions de nouveaux abonnés attendus pour 1982 — et pour promouvoir les services nouveaux et la recherche.

Non, l'effort de modernisation, malgré l'importance des sacrifices consentis n'a pas encore abouti ; mais il est certain que les retards étaient graves et que sous la présidence de M. Giscard d'Estaing les techniques l'ont, hélas, emporté sur les hommes.

Je suis heureux de saluer aujourd'hui la nouvelle ligne politique axée sur les problèmes de personnel — nombre, statut, conditions de travail — sans que l'on puisse dire que pour autant les équipements soient négligés.

N'en déplaise à certains censeurs obstinés du service public, les P.T.T. sont une administration qui fonctionne bien en dépit de l'étendue de ses tâches. Les télécommunications sont pleinement impliquées dans une révolution technique qui va favoriser les échanges d'informations et d'idées entre les hommes. Il faut en garder la maîtrise politique et technique.

Dans le passé, la poste a pu avoir l'impression de jouir d'une moindre faveur de la part des pouvoirs publics : cette sensation a sans doute aggravé le malaise d'une administration aux prises avec des tâches matérielles très lourdes. L'accroissement des moyens de la poste et l'apport de techniques nouvelles lui permettent de mieux répondre à l'attente des usagers et lui donnent la chance de redevenir ce qu'elle fut dans le passé : une administration en contact quotidien et familier avec le public.

Les promesses du projet de budget pour 1982 pour l'une et l'autre branche du service public des P.T.T. ne doivent toutefois pas faire oublier les incertitudes liées aux problèmes financiers. Au fil de notre rapport écrit, j'ai traité ces questions, et préconisé diverses mesures propres à assurer durablement l'équilibre des comptes de la branche Postes et services financiers.

Ces mesures pourraient s'inscrire dans un contrat de législation — nous l'avons évoqué d'ailleurs à la réunion du conseil supérieur des P.T.T. le 6 octobre dernier — entre l'Etat et les P.T.T. Il formaliserait les objectifs des P.T.T., les moyens à mettre en œuvre et les relations financières entre les P.T.T. et le budget général.

C'est pourquoi, mes chers collègues, je vous demande de voter le projet de budget des P.T.T. qui vous est soumis, comme l'a fait à l'unanimité, toutes tendances confondues, la commission des finances. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. le président. Monsieur le rapporteur spécial, je vous saisis de l'avoir respecté le temps de parole qui vous était imparti.

Le rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges ne dispose que de cinq minutes. Cette limitation paraît assez contraignante. Je crois savoir que le président de la commission, compte tenu de l'importance du sujet, avait demandé un peu plus. Mais, en la matière, il en va comme pour les demandes de suspension de séance...

M. Michel Noir. Nous acceptons ! *(Sourires.)*

M. le président. ... Merci ! Et usant de mon pouvoir discrétionnaire, je lui accorderai dix minutes.

La parole est à M. Jarosz, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges.

M. Jean Jarosz, rapporteur pour avis. Monsieur le ministre, mes chers collègues, c'est la première fois, semble-t-il, qu'un député communiste est nommé rapporteur pour avis du budget annexe des P.T.T., honneur important mais redoutable, car je ne suis pas un technicien en la matière.

Voilà pourquoi le rapporteur est allé à la rencontre des personnels, des personnalités et des organisations syndicales de toutes tendances, afin de recueillir leurs doléances, leurs conseils, leurs critiques et leurs propositions. Il les associe tous dans les mêmes remerciements pour l'aide reçue, ainsi que les collaborateurs du ministère et de l'Assemblée, si précieux pour leur dévouement et leur compétence.

Le rapporteur s'est appuyé aussi sur les témoignages recueillis dans le département, dont il est l'élu. Après avoir envoyé une lettre à tous les personnels postaux du département du Nord, il a obtenu un grand nombre de réponses exprimant avec beaucoup d'émotion l'ampleur des problèmes vécus, à la fois matériels et humains. Il a souhaité également, en une démarche symbolique, avoir un témoignage de Paris. Il a donc visité le central téléphonique des Tuileries où il a vu de près une technique française de pointe, digne du plus grand intérêt et de la plus grande fierté : la mise en place du système des fibres optiques. Il a rencontré, le même jour, les responsables du centre de chèques postaux, boulevard de Vaugirard et il est allé au-devant des préoccupations des 6 000 employés de ce centre, à 80 p. 100 féminins, qui ont témoigné, à leur façon, comme le personnel du Nord, que j'ai cité précédemment, pour les 461 000 agents de toutes les régions de France de leur peine quotidienne pour la défense du service public.

Monsieur le ministre, tous ces témoignages vous pouvez les voir, de votre banc, sur cette tribune : ils constituent un dossier volumineux que je tiens à votre disposition. Je souhaite qu'il puisse être examiné globalement et dans le détail par vos services.

Dans tous les contacts établis, un vœu a été exprimé souvent, ici et là, par les travailleurs : celui de voir les ministres se rendre sur les lieux de leur travail. Je me permets donc très respectueusement d'exprimer ce vœu ici.

Monsieur le ministre, il faut écouter tous ces personnels et répondre à leur attente, à leur si longue attente, d'une vie meilleure, car souvent, trop souvent, leur interrogation est un cri !

Il faut entendre le cri de tous les « déracinés » qui viennent de toutes nos provinces à Paris, sans pouvoir retourner chez eux, ajoutant un désarroi affectif aux fatigues physiques, en particulier le cri des originaires des départements et des territoires d'outre-mer, dont le déracinement est plus profond encore et qui eux aussi veulent « vivre et travailler au pays ».

C'est le cri des travailleurs des chèques postaux pour la réduction du temps de travail, le samedi libre, la retraite à cinquante-cinq ans pour les femmes, le pouvoir d'achat, les primes, la promotion, et des logements abordables près des lieux de travail.

C'est le cri des receveurs-distributeurs, des chefs d'établissement, des personnels hôteliers des cantines des P.T.T., des personnels de « première ligne », des conducteurs de travaux C.D.T.X., des brigades de réserve, des agents saisonniers, des agents des bureaux mixtes, des contrôleurs divisionnaires.

C'est le cri qui s'élève en faveur d'une augmentation des crédits de fonctionnement face à une situation de « misère » : pas de chaises pour les guichetiers, des sacs usés pour les préposés, des crayons qu'on ne peut obtenir, de la ficelle qui manque pour les paquets, des petites réparations pour lesquelles il n'y a pas de crédits.

Le cri pour les constructions anciennes avec le tri dans les couloirs, voire à l'extérieur, en bravant les intempéries : c'est à Lille au bureau de la chambre des comptes.

Le cri pour les constructions neuves : les vingt-sept personnes employées dans ce bureau de Condé-sur-Escaut sont installées dans des locaux dignes du Moyen Âge conçus pour une ville de 4 000 habitants, qui en compte aujourd'hui 14 000. Un terrain a été acquis en 1977. Le nouveau bureau a été programmé successivement en 1978, 1979, 1981, 1982, 1983 et la dernière date serait 1984.

Le temps me manquant pour tout dire, je voudrais parler de ma région, le Nord-Pas-de-Calais, que, dans mon rapport écrit, j'ai appelée région « sinistrée ».

Les 655 établissements postaux desservent près de 4 millions d'habitants, soit 6 010 habitants par bureau contre 3 135 en moyenne nationale.

Pour les bureaux de poste, au service général notamment, la région compte soixante-quatorze positions de travail pour 100 000 habitants desservis contre quatre-vingt-douze en moyenne nationale.

Cette situation est encore plus grave en zone rurale où, pour 100 000 habitants, sont ouverts quarante guichets postaux contre quatre-vingt-trois en moyenne nationale.

La situation est tout aussi difficile à la distribution — 109 positions de travail contre 147 en moyenne nationale — que pour les centres de tri où 5,8 p. 100 du trafic global sont desservis par 4 p. 100 du personnel.

Ce témoignage aussi a la valeur d'un cri qui rejoint tous les autres. Et quatre vers, modestement, plaident pour tous et pour tout :

Pour dire la grandeur, ôtez ce qui détonne
Et pour cette grandeur, ne parlez pas d'aumône !
Le monde souverain oublie sa cécité
Lorsque le clair matin lui rend sa dignité.

Monsieur le ministre, toute cette peine des hommes et des femmes attachés à la défense du service public, il n'est pas sûr qu'elle se devine forcément à la lecture d'un tableau de chiffres. C'est pourquoi j'ai voulu d'abord appeler votre attention sur la partie cachée de tout ce que ce travail représente afin que cette peine soit prise normalement en compte.

Ces chiffres, je vous laisse le soin de les exposer et de les commenter. Le rapport écrit que j'ai déposé en donnera à chacun le détail : la présentation des crédits y est faite pour les actions essentielles et, à partir des réponses ministérielles, les principales dispositions budgétaires y sont commentées.

En résumé, ce budget comporte des aspects positifs qu'il faut souligner : l'amélioration des prestations offertes au public ; les créations d'emplois ; le redressement des investissements dans la poste et les services financiers ; la prise en compte d'une partie du déficit de la presse.

Mais le rapporteur a exprimé son inquiétude devant certaines dispositions qui ne semblent pas l'amorce du changement tant attendu. Il en est ainsi de la persistance à recourir à l'emprunt pour combler les déficits antérieurs ; du prélèvement de 3 200 millions de francs sur l'excédent du compte d'exploitation des télécommunications pour le verser au budget général, prélèvement qui hypothèque les créations immédiates d'emplois pourtant si nécessaires pour garantir et améliorer le service public ; de l'effort important mais cependant encore limité pour les crédits de fonctionnement face à un retard criant accumulé depuis des années. Le rapporteur a également exprimé son inquiétude devant l'absence de mesures immédiates de revalorisation indemnitaire, la prise en compte insuffisante des problèmes urgents concernant les personnels, leurs conditions de travail et d'existence et le caractère trop souvent désuet et archaïque des locaux et des matériels.

C'est pourquoi, face à ces questions préoccupantes, il a souhaité connaître, lors de l'examen des crédits en commission, le 29 octobre 1981, la réponse de M. le Premier ministre au vœu qu'a déposé, le 6 octobre 1981, le conseil supérieur des P. T. T.

La commission lui en ayant donné mandat, il a donc demandé et obtenu cette audience qui a eu lieu à Matignon le jeudi 5 novembre 1981, de dix-huit heures quinze à dix-neuf heures quinze. Ce vœu était rédigé de la manière suivante :

« Le conseil supérieur des P. T. T., réuni le 6 octobre 1981 afin d'examiner le projet de budget pour 1982 des postes et télécommunications, constatant :

« L'insuffisance des crédits destinés à améliorer sensiblement la situation catégorielle et indemnitaire des personnels ne pouvant que conduire à l'aggravation d'une situation sociale dénoncée depuis plusieurs années ;

« Le prélèvement exceptionnel de 3 200 millions de francs sur le résultat d'exploitation du budget annexe pour diminuer l'impasse du budget général aboutissant à alourdir l'endettement de l'administration ;

« S'adresse solennellement au Premier ministre afin qu'il propose au Parlement, lors de la présentation de la loi de finances pour 1982, les mesures permettant tout à la fois de satisfaire les personnels et de rassurer les gestionnaires et les usagers de ce grand service public. »

M. Walrave, conseiller technique auprès de M. le Premier ministre, a apporté les précisions suivantes sur ces points avant la réponse de M. le Premier ministre lui-même qui devrait arriver prochainement :

Premièrement, le prélèvement a effectivement un caractère exceptionnel. Il revêt la signification d'une solidarité envers des secteurs plus défavorisés et d'une volonté de création immédiate d'emplois, dans le cadre de la lutte générale contre le chômage. Il sera cependant atténué par une mesure favorable, à savoir le versement de 1 136 millions de francs prélevés sur le budget général pour atténuer le déficit de presse et diminuer ainsi la prise en charge par la poste seule d'une contribution importante de service public.

La politique future fixant le niveau des investissements, des tarifs, du financement sera déterminée ultérieurement par une charte de gestion à moyen terme à définir entre tous les ministères intéressés — postes, budget, économie — discussion à laquelle seraient associés les directeurs généraux, les organisations syndicales et le conseil supérieur des P. T. T.

Deuxièmement, en ce qui concerne les personnels, leurs délimitations catégorielles et indemnitaires seraient examinées dans le cadre de la discussion générale du statut de la fonction publique.

Ces réponses apportent des précisions importantes aux questions que le rapporteur avait posées et éclairent les intentions pour régler les difficultés.

La commission de la production et des échanges a émis un avis favorable à l'adoption des crédits du budget annexe des P. T. T. Son rapporteur exprime la même opinion et demande donc à l'Assemblée d'adopter ces crédits. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. Merci, monsieur Jarosz. Vous n'avez pas utilisé entièrement les dix minutes que je vous avais accordées. Dans la discussion des crédits, la parole est à M. Georges Sarre.

M. Georges Sarre. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, la politique budgétaire est un puissant instrument de la politique nouvelle qu'ont voulu les Français. Le budget des P. T. T. ne peut pas être isolé de l'ensemble. Je vous dirai donc, en premier lieu, que si nous approuvons le prélèvement de 3,2 milliards de francs qui est proposé, c'est parce qu'il est exceptionnel.

M. François d'Aubert. Ah !

M. Georges Sarre. Ne voyons pas les choses par le petit bout de la lorgnette, ne cédon pas à l'esprit de boutique, utilisons au mieux l'arme budgétaire pour faire la guerre au chômage. C'est dans cet esprit, et parce qu'il est exceptionnel — je le répète — que ce prélèvement peut être justifié.

Le Gouvernement a annoncé sa volonté de redonner au service public toute sa place. Monsieur le ministre, vous avez commencé de traduire cette volonté dans les faits. Alors que le dernier budget de votre prédécesseur ne prévoyait aucune création d'emploi pour 1981, vous en proposez près de 18 000. C'est un coup d'arrêt qui est donné ainsi à une évolution dangereuse.

De la même façon, la progression forte des investissements va concrétiser le rôle moteur du service public et son impact important sur tout le tissu industriel français. Cette action doit se poursuivre. Il faut à l'avenir diminuer la sous-traitance et réintégrer les filiales. Le financement de ces investissements doit pouvoir faire appel à un large autofinancement. L'utilisation des fonds des chèques postaux serait moins coûteuse pour le budget que le recours à l'emprunt. Il faut le redire ici avec force.

En second lieu, votre action se doit d'être celle de l'unité retrouvée pour les P. T. T. Cette unité est nécessaire. Le travail des postes et celui des télécommunications est, au fond, le même : véhiculer et transmettre l'information.

Il n'y avait rien de plus néfaste que ces velléités de scission qui prévalaient jusqu'à maintenant entre les postes et les télécommunications. D'abord, les usagers sont totalement déconcertés : on va encore au bureau de poste pour demander un branchement téléphonique !

Par ailleurs, et nous le savons tous, les personnels n'ont rien à y gagner : le cloisonnement limite les possibilités de carrière et restreint l'horizon professionnel.

L'exemple que nous donnent Electricité et Gaz de France, où la mixité des carrières est assurée, nous montre bien que c'est la voie de la sagesse.

Les postes et les communications doivent vivre ensemble. Il faut conforter cette unité, et non la dissoudre.

J'ajoute que l'évolution des techniques encourage cette coopération. Désormais, les nouveaux supports — je veux parler des fibres optiques — véhiculent aussi bien l'écrit et le parlé que le visuel.

Cette volonté doit aussi se traduire dans les faits et, en premier lieu, dans les structures. Les directions horizontales qui subsistent ne doivent en aucun cas être scindées. C'est plutôt dans le sens inverse qu'il conviendrait d'agir. Pourquoi deux parcs d'ordinateurs ? Pourquoi ne pas coordonner les moyens informatiques ? Pourquoi deux gestions séparées des moyens de transport, et pourquoi ne pas les regrouper ?

Il faut prendre en compte le cadre nouveau de la décentralisation. Ainsi, les structures des télécommunications — direction opérationnelle des télécommunications et directions régionales — doivent épouser les structures administratives normales du pays, le département et la région.

A ces niveaux, il faut instituer des conférences de travail régulières entre les responsables, qui devront se saisir des problèmes de personnel et des questions qui doivent être abordées parallèlement : transports, bâtiments, action sociale.

De ce travail en commun doivent naître des initiatives communes. Les 18 000 bureaux de poste doivent être utilisés pour la promotion des nouveaux services offerts par les télécommunications, qu'il s'agisse de la télématique, du télétexte ou de

télécopieurs. C'est la meilleure vitrine de France ; les 200 boutiques ne sauraient en aucun cas assumer ce rôle ; le plus sage serait d'ailleurs de les réintégrer dans le réseau national.

Nous reverrons alors ce qui s'est passé aux commencements du télégraphe : on vient à la poste pour s'en servir, on le découvre, puis on s'en sert dans les entreprises, les collectivités ou chez soi. Une coopération s'impose tout autant pour le téléphone. Installer des cabines téléphoniques sur les trottoirs ne règle pas tout. Là encore, la poste est nécessaire pour les personnes âgées qui ont du mal à utiliser le téléphone, pour les travailleurs immigrés qui parlent mal notre langue ou tout simplement pour les relations téléphoniques difficiles à établir. C'est la même chose pour les bureaux du télégraphe que l'ancienne administration voulait fermer et qu'il faut, au contraire, maintenir.

Cette action pour l'unité retrouvée doit se traduire dans les structures, mais aussi en faveur des hommes.

Le maintien de l'unité du statut est impératif. Il faut également réaffirmer l'unicité du recrutement.

Il est urgent que les personnels ressentent rapidement les changements intervenus depuis le 10 mai. A la poste notamment, les travailleurs ne les perçoivent pas toujours. Il y a, certes, le manque d'effectifs. Mais il règne surtout un état d'esprit. Un certain nombre de directeurs agissent exactement comme avant le 10 mai.

M. Michel Noir. Ah, nous y voilà !

M. Georges Sarre. Pour eux rien n'a changé. Deux exemples : au centre de tri de Dijon-Gare, les quatre agents sanctionnés en 1980 pour fait de grève ne sont toujours pas amnistiés. Au centre de tri de Paris-Lyon, une section syndicale est toujours privée de téléphone intérieur. Mieux, le contentieux lui réclame maintenant une facture pour la ligne directe qu'elle a dû faire installer.

Très franchement, et je sais que vous partagez notre sentiment, monsieur le ministre, ces blocages doivent être supprimés.

La concertation avec les organisations syndicales doit être la règle à tous les niveaux. Il ne serait pas inutile de le rappeler à ceux qui auraient tendance à l'oublier, car les P. T. T. doivent être un véritable banc d'essai pour la démocratie dans l'entreprise. C'est cela aussi, le projet socialiste.

Concernant la situation des personnels, je voudrais évoquer rapidement quelques points. L'étude qui est en cours sur l'intégration des primes dans le traitement représente à l'évidence un travail important. Nous nous en félicitons. Mais, ne pourrait-on pas accélérer dès à présent le mouvement pour intégrer progressivement l'indemnité de résidence dans le calcul de la retraite, et pour remplacer la prime de rendement par un treizième mois, même si cette mesure, nous le savons bien, monsieur le ministre, doit être examinée dans le cadre du statut de la fonction publique ?

J'aborde la question des mutations. Sur 460 000 agents des P. T. T., 130 000 travaillent en région parisienne. Sur ce dernier nombre, 24 000 seulement sont originaires de Paris et de sa banlieue. Les autres viennent donc de province ou d'outre-mer, avec l'espoir de pouvoir y retourner. Des milliers de jeunes se retrouvent ainsi déracinés.

Monsieur le ministre, il faut faire preuve d'invention et d'audace. C'est pourquoi je souhaiterais qu'un groupe d'étude soit institué en vue de proposer des mesures nouvelles pour résoudre ce difficile problème des mutations.

La vie à Paris est difficile. Je citerai un exemple qui a trait au logement : est-il acceptable que les agents des centres de tri soient logés en banlieue lointaine, quand on connaît les horaires de ces centres et les conditions de transport ? Il faut, monsieur le ministre, et je sais que c'est votre volonté, privilégier le logement à Paris, développer les programmes de construction et encourager ceux qui le souhaitent à rester en région parisienne, ce qui éviterait ces passages éclair.

Le budget social des P. T. T. doit se développer et, là encore, ce grand service public doit donner l'exemple. Sa gestion devrait être confiée à des représentants élus des travailleurs et sa masse s'approcher des 3 p. 100 de la masse salariale. Ce qui est fait, par exemple, à l'électricité de France et à Gaz de France devrait être entrepris aux P. T. T. Un grand budget social géré démocratiquement, cela aussi fait partie de notre conception du service public.

Mais l'essentiel du changement, c'est la réduction de la durée du travail. Il faut y penser dès à présent et prévoir des créations de postes. Ce qui est fait, ce qui est proposé, est largement positif. C'est une rupture nette avec la politique suivie jusqu'à présent. Mais elle impliquera de nombreuses créations de postes. Passer aux trente-neuf heures, supposera environ sept mille emplois nouveaux. Cela signifie qu'un collectif sera bien nécessaire en 1982 pour rattraper le retard.

Bref, c'est à un nouveau défi que sont affrontés les P. T. T. d'aujourd'hui : être à la hauteur des besoins accrus de com-

munication, de liaison dans une société de plus en plus éclatée, faire fonctionner un des plus anciens réseaux du pays et rester en tête de l'innovation pour la télécommunication.

C'est une bonne chose que cette tâche soit confiée à un service public. C'est une raison de plus pour rénover, démocratiser, décentraliser les P. T. T. et en faire, à tous égards, un grand exemple. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Même s'il reste le premier budget civil de la nation, ce budget des P. T. T. marque une certaine stagnation, un alourdissement des fonctionnements et des incertitudes dans les investissements : il souffre enfin d'absence de sincérité quant à certains chiffres. Telle est l'appréciation globale que le groupe du rassemblement pour la République porte sur ce budget ; elle nous conduira à le rejeter. Je vais expliquer pourquoi en présentant six critiques de fond, assorties de six questions.

La première critique de fond est la plus importante : ce budget n'est pas sincère. Il repose en effet, monsieur le ministre, sur des données financières inexactes. En l'absence de réponses aux questions que vous avez posées au Premier ministre sur l'évolution des tarifs postaux ou de la taxe de communication téléphonique, nous pouvons affirmer que les recettes inscrites dans ce projet de budget sont surévaluées de 5,3 milliards de francs, et que les dépenses sont sous-évaluées de 2 milliards de francs environ.

En ce qui concerne les recettes, vous avez pris en compte des hausses qui n'ont pas été décidées. Ainsi les hypothèses de tarifs retenues prévoient une taxation de l'unité téléphonique à 0,55 franc le 1^{er} octobre 1981 et 0,60 franc le 1^{er} avril 1982. Or cela ne sera évidemment pas possible puisque le Gouvernement a décidé, dans le cadre de sa politique de blocage des prix, de geler les tarifs des services publics.

Cette démonstration vaut également pour les tarifs postaux : les recettes prévues reposent par exemple sur un prix du pli urgent fixé à 1,60 franc au 1^{er} septembre 1981, puis à 1,80 franc au 1^{er} juillet 1982. Pourtant rien ne permet d'affirmer, compte tenu du blocage des prix, que cette hypothèse sera vérifiée.

Cette surévaluation des recettes est grave puisqu'elle porte sur 5,3 milliards de francs.

En revanche, les dépenses font l'objet d'une sous-estimation puisqu'elles ont été calculées sur une rémunération des fonds déposés à la caisse nationale d'épargne avec un taux d'intérêt de 7,5 p. 100 alors que, à juste titre, le Gouvernement a prévu de rémunérer ces dépôts à 8,5 p. 100. Cela représentera une dépense supplémentaire de 2 milliards de francs qui n'apparaît pas dans ce projet de budget.

Avez-vous, monsieur le ministre, obtenu des réponses aux questions que vous avez posées sur les hausses tarifaires ? Pouvez-vous, oui ou non, expliquer la surévaluation des recettes et la sous-estimation des dépenses ?

Deuxième critique de fond : ce projet de budget marque un ralentissement sensible de l'effort de recherche, puisque celui-ci ne progressera que de 2,2 p. 100. Ce taux paraît particulièrement faible surtout si on le compare à l'effort considérable que le Gouvernement a décidé de consentir en faveur de la recherche. Le témoignage en est apporté par le projet de budget de votre collègue, M. Chevènement, augmenté de plus de 30 p. 100.

Ce freinage est d'autant plus grave que, grâce à la politique menée par les précédents gouvernements en matière de recherche — développement pour produits et services nouveaux — essentiellement, il est vrai, dans le domaine des télécommunications, mais également en faveur de l'équipement postal — la France s'est hissée au deuxième rang mondial. Elle figure même en tête pour certains services. Ce ralentissement fait peser une menace sur le marché français des télécommunications où la concurrence est vive car, vous le savez mieux que quiconque, notre avance sur nos principaux concurrents japonais et américains en matière de recherche-développement n'est que de quelques mois pour certains services.

Cela est inquiétant dans la mesure où la recherche publique sert de moteur à l'effort industriel. Or chacun sait ce que l'évolution du secteur industriel des télécommunications doit aux investissements publics réalisés dans ce domaine.

Cela amène ma deuxième question : pensez-vous pouvoir maintenir la France à sa deuxième place mondiale avec un aussi faible budget de recherche-développement ?

Ma troisième critique de fond est relative au freinage des investissements qui, seion nous, remet en cause la deuxième place mondiale de la France et sa capacité à continuer l'immense effort d'équipement engagé en faveur des raccordements téléphoniques.

En francs constants le montant des investissements marque un recul de 7,2 p. 100, ce qui conduira à diminuer le nombre annuel des installations de lignes de 150 000. Alors que nous

connaissions un rythme annuel de 1 900 000 installations nous tomberons à 1 750 000 au moment même où la plus grande partie des demandes provient des classes moyennes ou de personnes qui ne disposent que de faibles revenus. Vous manifestez ainsi une curieuse conception de la politique sociale en matière d'équipements téléphoniques.

Ce ralentissement des investissements nous inquiète d'autant plus que des déclarations successives du Premier ministre, du Président de la République — lors de l'inauguration du S. I. C. O. B. — de vous-même, monsieur le ministre, ou de votre directeur général des télécommunications à Strasbourg, ont mentionné le passage à la facturation détaillée. Or il est évident qu'une telle réalisation nécessitera la mobilisation de près d'un milliard de francs par an.

Dans la mesure où cet engagement a été pris par le Gouvernement, cela signifie-t-il, monsieur le ministre, qu'il faudra encore défalquer du budget d'investissement environ un milliard de francs pour la facturation détaillée, ce qui serait lourd de conséquences pour l'ensemble des autres investissements ?

Quatrième critique de fond : par cette politique et notamment par cet étonnant hold-up budgétaire de 3,2 milliards de francs...

M. Henry Delisle. Il ne faut pas exagérer !

M. Michel Noir. Je reprends l'expression que j'ai utilisée l'autre nuit devant M. le ministre du budget...

M. Henry Delisle. Vous étiez fatigué.

M. Michel Noir. ... par ce véritable hold-up budgétaire vous mettez en cause le paiement par les usagers d'un prix juste du service public. Il faudra bien, en effet, compenser cette perte de recette dans votre budget, mais vous ne disposez que de deux possibilités. Vous avez d'ailleurs vous-même, monsieur le ministre, apporté cette démonstration dans une lettre dont j'ai eu connaissance parce qu'elle a été publiée par un hebdomadaire, on ne peut donc pas me reprocher de me l'être procurée par des moyens détournés.

M. Henry Delisle. Un deuxième hold-up !

M. Michel Noir. Vous indiquez à M. le Premier ministre que vous seriez obligé de compenser cette perte de recette soit par une hausse des tarifs publics — malheureusement pour vous, vous ne l'obtenez pas — soit par un endettement supplémentaire. Vous faisiez d'ailleurs ressortir — les deux rapporteurs l'ont eux-mêmes souligné tout à l'heure — les conséquences d'une aggravation de cet endettement alors que les télécommunications ont déjà une dette de 65 milliards de francs pour un chiffre d'affaires annuel de 48 milliards, et que la poste est dans une situation encore plus critique.

Il y a donc régression par rapport à ce qui a été l'un des aspects essentiels de la politique sociale du téléphone décidée et voulue par les précédents gouvernements puisque la taxe de raccordement qui était à 1 100 francs il y a quelques années a été ramenée jusqu'à 500 francs aujourd'hui. A l'évidence, une telle absorption du bénéfice d'exploitation dans votre budget ne vous permettrait pas de continuer une politique sociale en matière d'équipement téléphonique des ménages. Cela est fort regrettable d'autant que, vous le savez, ceux qui restent à équiper sont les plus défavorisés, notamment les personnes âgées.

Monsieur le ministre, vous aviez, à juste titre, appelé l'attention sur les conséquences d'une telle réquisition — j'emploie ce terme afin de ne pas choquer mon collègue M. Delisle — de 3,2 milliards de francs opérée au profit du budget général sur la valeur de la signature de la France.

Vous savez en effet que les postes et télécommunications s'endettent sur le marché des emprunts par la signature de contrats dans lesquels figurent l'affectation et la destination des sommes collectées. Un changement d'affectation serait donc susceptible de justifier des réclamations, voire des procès. En tout état de cause — et nous vous sommes reconnaissants, monsieur le ministre, d'avoir eu le courage et la lucidité de l'écrire dans la note que vous avez adressée au Premier ministre — une telle décision risquerait de mettre en cause la valeur de la signature de la France sur les marchés financiers internationaux sur lesquels empruntent les entreprises publiques ou l'Etat français.

Monsieur le ministre, comment pensez-vous résoudre cette difficulté, grave pour la valeur de la signature de la France, relative aux emprunts pour votre budget ?

Ma cinquième critique de fond a trait à la situation financière de la poste dont j'avais déjà dit l'année dernière qu'elle se situait à la limite du dépôt de bilan. En effet, la poste connaît un endettement énorme et elle est contrainte d'emprunter chaque année de 5 à 6 milliards de francs qui ne lui servent qu'à combler le déficit d'exploitation et à faire face à ses charges financières. Tous ceux qui ont travaillé dans une entreprise savent que lorsque celle-ci est obligée d'emprunter à long terme pour rembourser des engagements de trésorerie et des produits financiers la saisine du tribunal de commerce est inéluctable.

Ma sixième et dernière critique de fond est relative à la manière dont est traité le Parlement.

En la matière, nul ne saurait m'accuser de proférer à votre égard, monsieur le ministre, des propos polémiques puisque, en qualité de rapporteur pour avis de ce budget, j'ai tenu le même langage à votre prédécesseur qui appartenait pourtant à la même formation politique que moi. J'avais, en effet, souligné la nécessité, pour l'ensemble de ce secteur essentiel, pour ce devenir des télécommunications françaises que représente la télématique, d'associer le Parlement au contrôle de ces expériences qui mobilisent des sommes considérables, soit environ 600 à 800 millions de francs par an.

C'est la raison pour laquelle nous défendons tout à l'heure un amendement de suppression partielle de ces crédits car nous souhaitons que soit reprise la solution trouvée par le gouvernement précédent, à savoir la création d'une commission du suivi des expériences télématiques dans laquelle les parlementaires étaient majoritaires.

M. Louis Mexandeau, ministre des P. T. T. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Noir ?

M. Michel Noir. Je vous en prie, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. le ministre des P. T. T., avec l'autorisation de l'orateur.

M. le ministre des P. T. T. Monsieur le député, je tiens à apporter quelques précisions sur les rapports entre le Gouvernement et le Parlement et notamment entre mon ministère et le Parlement.

Les liens entretenus par les questions écrites et le courrier parlementaire entre le ministre des P. T. T. et les députés sont denses et fréquents. Aucun des membres de cette assemblée, à quelque groupe qu'il appartienne, ne me paraît fondé à mettre en doute la célérité ou le caractère complet des réponses que mes services apportent aux questions qui me sont adressées. (Très bien ! sur les bancs des socialistes.)

En ce qui concerne le problème de la commission du suivi qui avait été instaurée par mon prédécesseur, j'ai décidé son maintien. En effet, le bon exercice du contrôle parlementaire, notamment sur des sujets aussi délicats que l'application des nouvelles techniques télématiques, suppose le renforcement constant du dialogue entre Parlement et Gouvernement.

Cependant, il convient de revoir la question de la composition de cette commission, car vous n'ignorez pas qu'aux mois de mai et juin, quelques changements politiques sont intervenus, notamment au sein de cette assemblée. J'ai donc demandé à la présidence de l'Assemblée nationale de saisir chacun des groupes qui la composent — dont celui du rassemblement pour la République — afin que ceux-ci me fournissent les noms de leurs représentants. Je n'ai pas encore obtenu de réponse, mais je compte sur vous, monsieur le député, pour me la donner rapidement. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. Michel Noir. Je vous remercie, monsieur le ministre, de m'avoir apporté ces précisions. Je suis d'ailleurs un « fauteur » impénitent de questions écrites, ce dont je n'ai pas à m'excuser car cela fait partie de mon rôle parlementaire. Je suis donc bien placé pour témoigner que votre ministère nous fournit des réponses dans des délais satisfaisants ; mais cela n'est pas forcément vrai pour d'autres ministères. Je tenais à le souligner puisque vous en avez parlé.

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. Dont acte !

M. le président. Il ressort des statistiques que m'ont communiquées les services de l'Assemblée que le ministre des P. T. T. est effectivement celui qui répond le plus rapidement aux questions posées. J'ajoute que nous apprécions aussi la qualité de ses réponses.

M. Henry Delisle. L'homme qui relie les hommes. (Sourires.)

M. Michel Noir. Ma dernière critique tient donc à notre inquiétude de n'avoir point vu se réunir à nouveau cette commission du suivi et de n'avoir point entendu de déclarations officielles au sujet de sa mise en place.

Je terminerai mon intervention sur une citation de M. le rapporteur spécial, qui a traduit l'état d'esprit de quelques députés devant certaines réponses apportées par le ministère des P. T. T. au questionnaire budgétaire. En tant qu'auteur de certaines des questions concernées je m'excuse tout à fait à ce qu'a écrit M. Alain Bonnet à propos de la réponse relative aux hausses tarifaires : « Voilà qui n'est pas licite et conduit à formuler deux hypothèses aussi désagréables l'une que l'autre : soit que le chiffre des recettes n'aurait pas été inscrit au bleu budgétaire est purement arbitraire, soit que les mesures tarifaires à prendre sont déjà décidées et qu'il ne paraît pas utile d'en informer le Parlement. »

J'espère qu'après les réponses que vous nous fournirez à la fin de ce débat cette remarque critique n'aura plus d'objet.

Le groupe du rassemblement pour la République considère que ce projet de budget des P. T. T. est alourdi quant au fonction-

nement des services, qu'il est marqué par une stagnation des investissements et, surtout, par des incertitudes en la matière et qu'il est présenté d'une façon peu sincère en ce qui concerne certains chiffres. Cela explique que nous ne le voterons pas. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. Couillet.

M. Michel Couillet. Le projet de budget des P. T. T. qui nous est présenté nous a valu un volumineux courrier et une masse de prises de position émanant de plusieurs dizaines de milliers d'agents. Pour le seul département des Bouches-du-Rhône, ce sont environ quatre mille cartes que le syndicat C. G. T. des télécommunications nous a adressées. Les receveurs-distributeurs, par centaines, nous ont également fait connaître les revendications qu'ils expriment depuis de nombreuses années. Des dizaines de télégrammes traduisent les aspirations des personnels les plus fivers.

Ces différentes prises de position illustrent le retard accumulé dans la satisfaction des revendications du personnel et l'espérance que ces travailleurs placent dans le changement.

L'analyse qu'ils font actuellement de la situation prend largement en compte les premières mesures adoptées par le Gouvernement. Ainsi, le syndicat C. G. T. du centre téléphonique de Niort, dans les Deux-Sèvres, « apprécie positivement les premières mesures prises par le ministre des P. T. T. ». Et ce syndicat d'énumérer la défense et l'amélioration du service public, la consolidation des monopoles techniques des P. T. T., le maintien et le renforcement de l'unité des P. T. T., la reconnaissance accrue de la dignité du personnel. Tout cela doit être porté à votre crédit, monsieur le ministre.

C'est sans doute à cette nouvelle orientation de votre ministère envers le personnel que l'on doit la réintégration que j'ai apprise ce matin de M. Georges Frischman et de M. René Duhamel, exclus de l'administration des P. T. T. depuis de nombreuses années pour leurs convictions syndicales et politiques. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

Sur la base de ces acquis, les agents des P. T. T. veulent aller plus loin ; ils s'interrogent légitimement sur les moyens de progresser et de bénéficier pleinement du changement.

Cette recherche du progrès est mille fois justifiée.

Dans son rapport écrit, notre collègue Jean Jarosz dresse le bilan accablant, selon son expression, de la politique du personnel. Encore faut-il noter que l'ampleur des luttes, en particulier les grandes grèves de 1968 et de 1974, ont permis de limiter les dégâts.

Néanmoins, nous héritons d'une situation difficile. La majorité des agents, soit plus de 60 p. 100, sont en catégorie C et D ; il s'ensuit qu'ils perçoivent des salaires mensuels inférieurs à 4 300 ou à 4 200 francs et même à 4 000 francs pour un bon nombre d'entre eux.

S'ajoutent des conditions de travail souvent difficiles. La modernisation réelle qui a eu lieu a conduit à une réduction massive des postes. Au lieu d'améliorer les conditions d'exercice de la tâche professionnelle, elle crée de nouvelles nuisances, tout en donnant, par d'autres aspects, l'impression de réformer l'environnement.

A ce propos, je vous indique que les agents du tri de la gare d'Amiens ont fait grève pendant dix jours, à la suite de la modernisation réelle qui a eu lieu a conduit à une réduction massives d'emplois. Ils ont d'ailleurs obtenu en grande partie satisfaction.

Personne ne conteste donc la nécessité d'utiliser des méthodes nouvelles. Encore faut-il qu'une partie au moins de la productivité gagnée profite au personnel. Cela n'a pas toujours été le cas car cela suppose une adaptation des rapports existant entre les personnels et les techniques nouvelles indispensables.

Ces difficultés devront conduire tout le personnel des P. T. T., des plus hauts cadres aux agents de base, à une réelle concertation. C'est un point capital sur lequel il nous appartient d'être vigilants et exigeants.

Après les conditions de travail, j'insisterai sur les conséquences du déracinement d'une bonne partie des agents, source supplémentaire de difficultés. Chacun connaît, en effet, le grand nombre de suicides parmi les jeunes surtout.

Le développement de l'embauche permettra d'ouvrir un peu plus largement les possibilités de mutations. Une grande attention devra être portée aux cas de séparation des époux et d'éloignement de la famille.

Si les créations d'emplois, quoique trop limitées, sont à saluer, elles entraînent, par ailleurs, des contraintes dans les lieux d'accueil, notamment de la région parisienne.

L'association pour la gérance des logements collectifs de la direction des postes est amenée à demander aux bénéficiaires des hébergements qu'elle gère, de les libérer dans un délai très court pour permettre le logement des débutants.

Les besoins en logements locatifs réservés aux P. T. T. sont ainsi soulignés. Reste à souhaiter que ces demandes fassent l'objet d'un examen attentif afin de trouver la meilleure solution possible.

Au sujet des déracinés, je veux appeler l'attention du Gouvernement sur le sort des ressortissants des départements et des territoires d'outre-mer, qui représentent de 10 à 15 p. 100 des effectifs dans certains centres.

Pour eux, deux problèmes sont aigus : le logement et la possibilité de retourner en congé dans leur pays d'origine. Des solutions semblent acquises dans l'autres ministères. Les P. T. T. ne devraient-ils pas bénéficier des mêmes facilités ?

Il faut également s'orienter vers des investissements créateurs d'emplois dans ces départements et territoires. Malgré leurs bas salaires, leurs conditions de travail souvent dégradées, leur déracinement, les agents des P. T. T. n'en ont pas moins le sens des responsabilités et une haute opinion de ce que devrait être un véritable service public.

Ces considérations expliquent les prises de position très fermes des organisations syndicales sur des aspects insuffisants que manifeste, par rapport aux besoins, le projet de budget pour 1982.

Parmi les actions généralement citées, on trouve d'abord les créations d'emplois.

Je cite la lettre des sections syndicales C. G. T. - C. F. D. T. de Lille-Lézennes : « Les créations prévues ne permettront pas de rattraper le retard accumulé, d'améliorer de façon sensible la qualité de service et les conditions de travail du personnel ni de couvrir les besoins nécessités par l'abaissement de la durée du travail à trente-cinq heures maximum. Cette faiblesse au niveau de l'emploi constituera également un handicap pour la titularisation des auxiliaires annoncée. »

On trouve ensuite les mesures indemnitaires ou statutaires.

Le projet de budget pour 1982 ne comporte qu'une compensation de l'inflation à la suite de la demande du Premier ministre d'attendre les résultats de la négociation de la fonction publique.

Les personnels des P. T. T. devraient bénéficier, à l'issue de cette négociation, d'une remise en ordre des classifications, d'un rattrapage salarial substantiel pour les basses catégories et d'un nouveau « pyramidage ».

Une attention particulière devra être apportée à la solution des revendications des receveurs-distributeurs et à la prise en compte, dans les petits bureaux ruraux, de la main-d'œuvre de nettoyage et du rôle que jouent les conjointes des receveurs.

On trouve enfin parmi ces actions l'équilibre financier.

La situation inacceptable dans laquelle la poste se trouve financièrement appelle des solutions rapides.

Le ministère a obtenu la mise en place d'un groupe d'études pour trouver une issue à ce cercle vicieux. Nous le soutenons dans cette recherche. Il est, en effet, inimaginable de prolonger la spirale d'endettement de l'ancienne majorité.

Le bilan qu'elle a laissé devrait d'ailleurs l'inciter à plus de modestie si elle avait le sens du ridicule.

C'est elle, c'est le gouvernement Barre surtout, qui ont plongé la poste dans cet endettement ruineux pour le service public.

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial, et M. Jean Jarosz, rapporteur pour avis. Très bien !

M. Michel Couillet. C'est elle aussi qui a créé les conditions économiques conduisant notre pays aux deux millions de chômeurs.

M. Henry Delisle. Très bien !

M. Michel Couillet. C'est elle qui oblige le nouveau gouvernement à des investissements considérables pour les créations d'emplois productifs essentiellement. Ainsi un prélèvement de 3,2 milliards de francs a été effectué sur les télécommunications alors qu'ils auraient pu être utilisés dans le cadre du budget annexe. Chacun sait que cela représente 30 000 à 40 000 emplois.

Cette mauvaise méthode ne peut être institutionnelle et elle ne l'est pas. Elle ne peut mettre en cause l'unité budgétaire, et elle ne la met pas contrairement aux précédents gouvernements.

Les assurances ont été clairement données à la demande du rapporteur de la commission de la production et des échanges. Que les séparatistes d'hier soient aujourd'hui les protecteurs de l'unicité inspire des doutes sur la sincérité de leurs positions et ne leur donne, en tout cas, aucun titre pour donner des leçons.

M. Henry Delisle. Parfait.

M. Michel Couillet. Les agents des P. T. T. sauront se trouver d'autres avocats pour défendre le service public, son unité et sa capacité à répondre aux besoins des usagers et de son personnel. Nous sommes, pour notre part, nous communistes, attachés au principe d'un grand service public et c'est pourquoi nous souhaitons disposer des réponses du Premier ministre

aux deux questions que lui avait posées le conseil supérieur des P.T.T. et qui portaient, précisément, sur ce prélèvement et sur les mesures indemnitaires.

Parmi les actions citées par les organisations syndicales, on trouve aussi le bénéfice du changement.

Sous cette rubrique, je veux ranger les autres aspects sociaux qui tiennent à cœur aux travailleurs, en particulier, l'âge ouvrant droit à la retraite : cinquante-cinq ans est une grande revendication des femmes. Elle devra être prise en compte dans la politique de solidarité-emploi proposée par le Premier ministre.

Vient ensuite la revendication sur la réduction du temps de travail, non seulement pour ceux qui occupent les postes les plus pénibles, mais aussi pour les agents qui déjà, par leur lutte, ont obtenu leurs trente-cinq heures et le respect de la dignité, car trop souvent ceux-ci ont fait l'objet de contrôles tatillons et d'affectations arbitraires.

Un parlementaire vient de déclarer que les P.T.T. devraient être le banc d'essai d'une politique démocratique sur les lieux du travail. C'est depuis longtemps notre avis.

Aussi, monsieur le ministre, je vous demande d'apporter sans tarder une réponse positive aux syndicats qui réclament la réintégration des personnels licenciés par certaines sous le gouvernement précédent « pour délit d'idées et d'activités syndicales ».

Enfin, je veux évoquer la grande aspiration à une formation professionnelle renouvelée permettant au plus grand nombre de bénéficier des effets des acquis scientifiques et techniques.

La politique annoncée se donne pour objectif de répondre à ces aspirations.

Nous pourrions, avec les personnels, regretter que les transformations ne soient pas plus rapides. Elles n'en sont pas moins engagées et c'est pour soutenir leur réalisation que le groupe communiste adoptera ce projet de budget. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. François d'Aubert.

M. François d'Aubert. Monsieur le ministre, mes chers collègues, ne disposant que de cinq minutes, je me bornerai à faire trois ou quatre observations.

La première concerne l'héritage, dont j'espère vous parlerez, monsieur le ministre, dans votre intervention, car même la commission Bloch-Lainé a reconnu que des progrès considérables avaient été accomplis. En effet, nous disposons de 16 millions de lignes téléphoniques en 1981 contre 7 millions en 1975, et nous occupons le deuxième rang mondial dans l'industrie du téléphone.

Ce bilan, il faut le reconnaître et l'admettre, n'en déplaît pas aux censeurs systématiques.

Ma deuxième observation concerne les investissements dans les télécommunications.

Ainsi que l'a indiqué M. Michel Noir — et nous nous associons à ses réflexions — les investissements dans les télécommunications vont, en réalité, diminuer de 7,2 p. 100 en francs constants.

Il s'ensuit que cette année on construira environ 150 000 lignes de moins que l'année dernière. L'équipement s'en trouvera donc ralenti avec les conséquences que l'on peut craindre en milieu rural, notamment où subsistent encore des problèmes de raccordement. Ainsi, peut-être pas en 1982, mais en 1983 et en 1984, les listes d'attente risquent de s'allonger alors qu'au cours des dernières années, elles n'avaient pas cessé de diminuer.

En outre, ce budget d'investissement des télécommunications en régression, je le répète, risque d'entraîner un ralentissement de l'effort de modernisation grâce au remplacement des auto-commutateurs Crossbar par des systèmes électroniques. Les conséquences sur notre industrie, sur notre technologie risquent d'être graves. Je m'associe aux observations que formulait tout à l'heure Michel Noir au sujet de l'excellente place de la France dans le domaine des télécommunications.

Le budget de la recherche nous paraît également faible, ce qui est inquiétant pour l'avenir. En effet l'investissement des télécommunications aura des répercussions directes sur l'activité et sur le niveau de l'emploi dans les entreprises dont une part importante du chiffre d'affaires repose sur les commandes publiques. Toutes ces entreprises ayant consenti un remarquable effort à l'exportation, on voit mal comment une diminution du budget pourrait maintenir l'emploi à son niveau actuel pour le moins.

J'en arrive à un sujet d'actualité brûlante : l'affaire Mitel que nous avons apprise par la voix de M. Pierret, député des Vosges, comme par hasard. Dès lors, monsieur le ministre, on peut vous poser la question de savoir qu'elle sera la politique du Gouvernement en matière d'investissements étrangers dans l'industrie française du téléphone, même si elle relève plutôt de la compétence du ministre de l'économie.

Nous aimerions savoir si Mitel est une affaire isolée et si son association avec l'A.O.I.P. est le prélude à d'autres opérations du même genre.

Nous craignons que cette affaire n'ait des répercussions négatives sur la situation des entreprises françaises dans le domaine de la commutation privée qui est un secteur un peu nouveau en France, mais très prometteur. Je ne pense pas que ce soit le bon moment de laisser entrer les étrangers sur le marché national alors que nos entreprises commencent précisément à s'y intéresser de très près. Cela nous paraît d'autant moins opportun que la technologie apportée par Mitel se fera plus en spatial qu'en temporel ; son apport ne sera donc pas très performant.

On ne voit pas très bien, dans ces conditions, quel peut être l'intérêt de cette affaire, si ce n'est de permettre à M. Pierret d'annoncer la création de 1 000 emplois dans les Vosges. Nous verrons en 1986 si ces 1 000 emplois ont été effectivement créés.

En revanche, les conséquences qui en résulteront pour plusieurs entreprises françaises de commutation privée sont réelles. Je pense, par exemple, à Jemont-Schneider à Montceau-les-Mines, à Thomson-C.S.F. à Brest, à la S.A.T. à Dourdan, à I.B.M.-France à Bordeaux, à Télec-Alcatel à Strasbourg, à la C.G.C.T. à Boulogne-Longesse dans le Pas-de-Calais, à Picart Le Bas à Châteaudun. Il faut aussi compter avec les transferts de charges à l'intérieur des grandes entreprises.

M. le président. Je vous prie de conclure, mon cher collègue.

M. François d'Aubert. Je termine, monsieur le président.

Il est évident que si des problèmes se posent à Thomson-C.S.F. à Brest, il en sera de même pour d'autres usines du même groupe ; vous savez en effet que ces groupes se livrent assez souvent à des transferts de charges.

Monsieur le ministre, nous aimerions donc obtenir une réponse nette et concrète sur cette affaire Mitel qui a semble-t-il, un peu échappé à votre compétence. Nous ignorons si elle est passée ou non au-dessus de votre tête. (M. le ministre des P.T.T. fait un signe de dénégation.)

Si tel n'est pas le cas, nous pouvons être inquiets, parce que si vous acceptez l'entrée de Mitel sur le marché de la commutation privée, vous ne refuserez pas l'entrée d'autres entreprises étrangères dans d'autres domaines. Nous ne sommes pas du tout des adeptes du protectionnisme, loin de là !

M. Henry Delisle. On l'avait compris !

M. François d'Aubert. Il est bien évident que dans un secteur aussi sensible que celui de l'industrie du téléphone où le progrès se mesure quelquefois en mois, voire en semaines, il y a des imprudences à ne pas commettre et nous considérons que l'arrivée de Mitel en est une de taille qui aura des répercussions très graves sur l'industrie du téléphone en France. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. Delisle.

M. Henry Delisle. On voudrait nous faire croire que la télématique a été inventée depuis le rapport Nora-Minc publié en 1978 et qu'en cédant à je ne sais quelle tentation démagogique la gauche au pouvoir chercherait à ralentir l'essor d'un secteur dans lequel le gouvernement précédent aurait fait merveille. La réalité est tout autre.

Si la France dispose aujourd'hui de quelques atouts pour l'avenir sur la scène internationale, en matière de télécommunications, d'informatique et de télédiffusion audiovisuelle, c'est essentiellement grâce à l'effort de recherche conduit à la fin des années 1960 et au début des années 1970 par les laboratoires publics des P.T.T. — le C.N.E.T. — et commun aux P.T.T. et à l'ex-O. R. T. F. — le C. C. E. T. T. de Rennes.

C'est de là qu'est venue l'impulsion et c'est avec cet effort de service public qu'il nous faut maintenant renouer.

Car, entre temps, malgré un dynamisme indéniable des services des télécommunications, que d'erreurs ont été commises !

Il faut comparer les travaux entrepris avant 1974 avec la situation dont nous héritons, aujourd'hui, en 1981.

La commutation téléphonique temporelle et la transmission numérique. Il a fallu plusieurs années de tergiversations pour admettre que cette technique où nous étions les premiers au monde, méritait d'être vigoureusement promue.

M. Michel Noir. C'est vrai !

M. Henry Delisle. Merci !

La téléinformatique. La France disposait là encore d'une avance appréciable avec le projet de commutation par paquets Transpac et malgré le succès international de la norme française X 25, ce n'est que depuis quelques mois qu'ont commencé les exportations de cette technologie.

La télévisión par câble. Pour des considérations de politique politicienne, les gouvernements Barre en ont bloqué non seulement le développement mais l'expérimentation et nous avons maintenant, dans ce domaine d'avenir, un retard d'équipement et de savoir-faire tout à fait considérable.

M. Michel Noir. Sur qui ? Il n'y en a plus ni au Japon ni aux Etats-Unis !

M. Henry Delisle. Monsieur Noir, ne vous énervez pas ! Le vidéotex. Il a été sorti précipitamment des tiroirs en 1978 et imposé si brutalement, si autoritairement, qu'on a réussi à heurter et à transformer en adversaires tous ceux qui devraient être les partenaires et les artisans de sa mise en œuvre.

Les satellites. Rien n'a été fait pour coordonner la politique des pouvoirs publics en la matière. Les décisions de 1979, qui prévoyaient tout à la fois le lancement de Télécom 1, du satellite de diffusion directe T.D.F. 1 et de vastes expériences de « câblodistribution » en fibres optiques, nous engageaient dans une politique incohérente et coûteuse.

Je pourrais compléter cette liste avec les insuffisances de la politique menée en matière de bureaucratie, qui menace sérieusement la balance de notre commerce extérieur en ouvrant le marché de l'équipement de nos entreprises aux produits des grandes multinationales américaines et japonaises.

Je pourrais également faire le bilan déplorable des « plans calcul » successifs des « plans composants » successifs, de la privatisation.

Il faut le dire bien haut : si l'actuel ministre des P. T. T., dans son action et ses déclarations, a rompu avec quelque chose, c'est bien avec le discours triomphaliste qui cachait mal le gaspillage des énergies, des compétences et des crédits.

M. Michel Noir. Tout n'est pas si noir ! (Sourires.)

M. Henry Delisle. Il a rompu aussi avec un volontarisme de façade qui déguisait l'improvisation et la soumission du service public à des intérêts privés.

Nous approuvons la volonté de remise en ordre, de concertation, de dialogue qui caractérise la nouvelle politique des P. T. T. en matière de télématique.

Nous faisons confiance au service public, aux nationalisations, à la décentralisation pour mener à bien la marche vers la modernité dont ces messieurs de la droite n'ont pas, quoi qu'ils en disent, le monopole, et qu'ils ont, tout au contraire, largement compromise.

Puis-je simplement, monsieur le ministre, vous conforter dans votre intention de vous élever au-dessus de l'influence des groupes de pression, des corporatismes, des querelles de boutique, qu'a exacerbée la marche forcée vers l'informatisation de la société où l'on voulait nous entraîner dans le désordre et qu'il nous appartient de maîtriser dans le respect de la démocratie ?

Dans l'immédiat, c'est le développement de la télématique à « bande étroite », c'est-à-dire utilisant principalement le réseau téléphonique, en privilégiant ses usages collectifs, professionnels et éducatifs, l'équipement des domiciles privés étant subordonné au volontariat.

M. le président. Veuillez conclure, monsieur Delisle.

M. Henry Delisle. Je conclus, monsieur le président.

Dans les dix à quinze années à venir, ce sera très vraisemblablement la mise en place d'un vaste « réseau numérique multiservice à large bande » utilisant la fibre de silice en lieu et place du fil de cuivre.

Cette dernière opération constituera sans doute l'un des enjeux industriels les plus importants du siècle, comme le savent bien les Américains et les Japonais, qui mobilisent dans ce domaine des moyens considérables. Il est donc heureux, monsieur le ministre, qu'en accord avec votre collègue chargé de la recherche et de la technologie, vous ayez dès à présent engagé les laboratoires de recherche des télécommunications et de la télédiffusion à axer principalement leurs travaux dans cette direction.

Mais l'impact de société des nouvelles technologies doit également être étudié de manière à définir le cadre réglementaire et législatif de leur développement.

Pour l'immédiat, nous approuvons donc les actions de concertation que vous avez lancées avec les principaux partenaires concernés, et notamment la presse écrite, et votre proposition d'ouvrir dans cette assemblée au début de 1982 un débat destiné à préciser les orientations de la politique gouvernementale en matière de télématique « bande étroite ».

Par la suite, la puissance des nouveaux moyens de communication et de télédiffusion nécessitera sans doute, avant leur mise en œuvre, la définition d'une déontologie nouvelle et donc une remise en cause non seulement des textes réglementaires mais également des textes législatifs, et en particulier ceux du code des P. T. T.

Nous approuvons donc aussi votre proposition de faire compléter par le Parlement, à la fin de 1982 ou au début de 1983, le cadre législatif au sein duquel se développeront l'ensemble des nouveaux moyens de télécommunications, notamment de télédiffusion audiovisuelle, dont les règles relatives à la programmation ou au contenu auront été précisées par la loi sur

l'audiovisuel qui sera adoptée au début de l'année prochaine. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Durr.

M. André Durr. Monsieur le ministre, le projet de budget de votre département a été annoncé comme devant tout à la fois répondre aux souhaits des usagers par une bonne qualité du service rendu, et satisfaire les légitimes aspirations du personnel.

Ces objectifs sont à atteindre dans un contexte caractérisé, à l'extérieur de votre ministère, par la crise économique et, bien sûr, par le chômage et, à l'intérieur, par une profonde mutation technologique.

N'ayant pas pour habitude de ne pas rendre à César ce qui lui appartient, je reconnais volontiers les points positifs de votre budget, qu'il s'agisse de la création de 5 650 emplois, de l'augmentation très importante des crédits de matériels et de fonctionnement et du niveau élevé des crédits d'investissement.

Votre projet de budget tente également d'assainir l'équilibre financier de la poste, en apportant un début de solution au déficit dû au transport de la presse.

En revanche, je constate avec regret que l'augmentation des intérêts servis sur les livrets de la caisse nationale d'épargne, portés de 7,5 à 8,5 p. 100, n'est pas prise en compte et aggravera, en définitive, le résultat d'exploitation déjà négatif de la poste.

Mais vous me permettez surtout de relever un aspect autrement plus inquiétant qui concerne la situation des personnels. En effet, pour mettre en place une bonne qualité de prestations et de service, il faut des moyens. Il est également indispensable que le personnel se sente motivé. Sans lui, rien n'est possible. Il est le fer de lance de cette administration, et par conséquent, il est légitime et même primordial de prendre en considération ses aspirations. Je reconnais que ce n'est pas chose aisée, mais il me paraît tout à fait indispensable d'améliorer le sort de vos personnels, qui ont à faire face, dans toutes les branches, à des reconversions professionnelles dues à l'introduction des méthodes informatiques. Il s'agit là d'un élément fondamental qui est d'ailleurs ignoré par ce projet de budget.

L'année 1982 sera pour le personnel une année sombre. Non seulement, des efforts de reconversion lui sont demandés, mais dans le même temps, on lui refuse un avancement statutaire et on lui réduit son pouvoir d'achat. En effet, je constate que, d'une part, les dispositions statutaires concernant l'avancement sont délibérément écartées, notamment par le refus incompréhensible du pyramidage des emplois créés et, d'autre part, que les indemnités et les primes les plus importantes vont perdre en pouvoir d'achat, car elles ne suivent pas le coût de la vie.

Cette situation d'ensemble particulièrement inquiétante risque fort de perturber le climat social de votre administration en 1982, et je crains que le public n'ait à en subir les conséquences.

Enfin, je remarquerai que, malgré les promesses faites, un certain nombre de difficultés particulières ne sont pas résolues.

Je pense notamment aux receveurs-distributeurs qui demandent un reclassement en catégorie B ; aux agents du service général qui ont vu leurs attributions se multiplier et qui ne sont plus à leur place dans la pyramide des grades ; et, en bas de l'échelle catégorielle, aux préposés cyclistes titulaires auxquels on fait toujours supporter l'achat de leur outil de travail.

Je conclurai en affirmant une nouvelle fois que l'amélioration de la qualité du service rendu au public — qui est certainement l'objectif de votre budget — suppose la contribution du personnel. C'est d'ailleurs sur cette question que portent plusieurs des amendements de notre groupe. Les programmes les plus ambitieux et les plus coûteux de modernisation peuvent être mis en échec par une politique de personnel allant à l'encontre des intérêts des agents des P. T. T. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. Jagoret.

M. Pierre Jagoret. Monsieur le ministre, cela fait des années que j'interviens pour appeler l'attention sur la situation de l'industrie des télécommunications, victimes à la fois d'une évolution technologique qui était prévisible, et d'une politique industrielle dont les conséquences étaient aussi prévisibles. Mais l'absence de planification étant une doctrine du précédent septennat, je pouvais bien crier dans le désert, les syndicats ouvriers également, le ministre de l'époque ne prenait même pas la peine de me répondre.

La prétendue vocation électronique de la Bretagne se résumait pour M. Giscard d'Estaing à nommer un « Monsieur électronique Bretagne », dont personne n'a ensuite entendu parler.

M. Michel Noir. Il aurait fallu nommer M. Jagoret !

M. Alain Chénard. Ça aurait été une bonne chose !

M. Pierre Jagoret. C'est possible à l'avenir. (Sourires.)

Au lieu de s'appuyer sur les centres de recherche publics, comme le C. N. E. T. de Lannion et le C. C. E. T. T. à Rennes, la politique de confiance aux grands groupes privés Thomson, C. G. E., I. T. T., Matra, impliquait que le C. N. E. T. soit confiné dans les recherches à long terme et que le C. C. E. T. T. soit tiré à hue et à dia par la direction régionale des télécommunications et T. D. F., qui se voulaient concurrentes l'une de l'autre, comme deux sociétés privées.

Les résultats de cette politique, tout le monde les connaît : une baisse officielle des effectifs de 16 000 personnes en cinq ans, ce qui représente plus de 20 000 emplois pour les seuls ouvriers et ouvrières ; dans de nombreuses usines de province, les effectifs ont diminué de plus de 50 p. 100. Licenciement ou départ volontaire, le résultat pour les travailleurs sans reclassement est le même. Et quel reclassement trouver dans les villes où l'usine de matériel téléphonique est la seule entreprise importante de la région, comme à Morlaix et à Guingamp, ou lorsque l'ensemble des activités industrielles est en déclin, comme à Boulogne et à Longuenesse ?

Parions un peu de ces fameux grands groupes privés qui devaient, d'après la doctrine libérale en vigueur, résoudre tous les problèmes. Certes, quand il s'agit de se partager les dépouilles d'une coopérative comme l'A. O. I. P., ils sont là car l'augmentation de leur quota dans les commandes des P. T. T. les intéresse. Mais quand il faut investir, même en bénéficiant d'importantes subventions de l'Etat, ces messieurs ne sont plus aussi pressés.

Je laisse de côté le système de commutation temporelle de Thomson, car, si je puis dire, ce groupe a des excuses, compte tenu de la politique incohérente de l'administration dans les années 1976-1979, politique qui était directement inspirée par l'Elysée. Je citerai comme exemples la bureaucratie, où ces messieurs importent les machines à traitement de textes et les télécopieurs, en apposant leur étiquette prétendument française dessus, les matériels grand public audiovisuel, les circuits intégrés, et j'en passe.

Si j'ajoute les conflits franco-français à l'exportation, comme en Egypte, cela commence à bien faire. Et c'est avec un soupir de soulagement que les travailleurs, leurs représentants syndicaux, et nous, leurs élus, saluons la nationalisation imminente de ces groupes industriels.

Monsieur le ministre, qu'attendons-nous du Gouvernement ? C'est simple : nous voulons des réponses aux questions que nous posons en vain depuis des années. Et, comme nous savons que les problèmes ne seront pas résolus en un jour, nous voulons des moyens.

D'autre part, sans être des coupeurs de têtes, nous constatons un tel besoin de changement, aussi bien dans l'administration que dans la recherche et l'industrie, que nous ne saurions suivre ceux qui affirment contre tout bon sens que vous pouvez changer de politique en gardant partout les mêmes responsables.

Avant de conclure, je rappelle les questions qui se posent et qui résument en quelque sorte l'héritage.

Comment allons-nous stopper l'hémorragie d'emplois qui frappe notre industrie, et sigulièrement nos usines de province ?

Comment allons-nous rendre à la France la maîtrise technologique de la filière électronique, à commencer par le secteur des télécommunications ?

Comment cette industrie pourra-t-elle faire face à la réduction, même lente, des commandes des P. T. T. ?

Quels sont les secteurs d'avenir ? Comment cette industrie pourra-t-elle améliorer ses exportations ?

Je terminerai par deux cas particuliers : quel est l'avenir des filiales d'I. T. T., et notamment de C. G. C. T. et de L. C. T. dont la nationalisation est attendue ? Quel est l'avenir de l'usine Soguintel de Gingamp, issue du démembrement de l'A. O. I. P. ? (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Paul Moreau.

M. Paul Moreau. Monsieur le ministre, avant de porter un jugement sur le projet de budget annexe de la poste pour 1982, permettez à un postier en fonction depuis 1945 de souligner avec quelle satisfaction a été enregistrée, au lendemain de l'élection historique de François Mitterrand, le fait que le secrétaire d'Etat des P. T. T. devienne un ministre.

Enfin, était reconnue à sa juste valeur l'importance de ce grand service public, première entreprise publique française, avec ses 470 000 agents ; enfin était définitivement levée l'hypothèque d'une scission entre poste et télécommunications : enfin allait être stoppé ce démantèlement provoqué par la privatisation des télécommunications ; enfin, donc, était retrouvée cette unité des P. T. T. constamment menacée et qu'à présent, vous allez devoir consolider jour après jour.

C'est une œuvre de longue haleine et pour rompre avec le passé, votre tâche est lourde. Et ce ne seront pas les décisions

des ministères de l'économie et du budget, qui ne reconnaissent pas la nécessité pour le budget général de prendre en charge des dépenses indûment supportées par les P. T. T., qui faciliteront votre tâche. Le service postal et les services financiers voient leur situation se détériorer au fil des années et leur déficit cumulé atteint 30 milliards de francs.

Cette aggravation tient à plusieurs causes. Par souci d'objectivité, je citerai le passage suivant du dernier rapport de la Cour des comptes : « La cause principale du déficit qui s'accroît régulièrement, passant de 1 milliard 200 millions de francs en 1978 à 2 milliards 500 millions de francs en 1980, réside dans le fait que d'importantes obligations de service public imposent des tarifs délibérément inférieurs aux coûts, notamment dans le transport d'objets de presse et la gestion des chèques postaux. »

En ce qui concerne le transport de presse, il convient de noter que les journaux et périodiques représentent près de 20 p. 100 du trafic payant de la poste, mais moins de 2 p. 100 des recettes de celle-ci, ce qui revient à dire que les charges afférentes au transport de presse sont à peine couvertes au dixième.

Ce déficit de presse continuera d'alourdir les comptes de la direction générale des postes tant que la subvention consentie sous forme de tarifs préférentiels par l'Etat aux éditeurs sera à la charge du budget annexe. Il est évidemment exclu de remettre en cause le bien-fondé des tarifs préférentiels car ils sont nécessaires à toute vie économique et vont dans le sens du pluralisme. Pour la première fois, le Gouvernement a accepté de compenser partiellement ces charges en accordant une participation du budget général de l'ordre de 1 milliard 136 millions de francs. Nous ne pouvons que nous en réjouir, en souhaitant qu'à l'avenir ces charges soient prises en compte dans leur totalité, car il reste, à ce titre, 2 milliards de francs de déficit à combler. Cette prise en compte totale permettrait une meilleure imputation de l'aide publique qui est accordée et une plus grande sincérité des comptes du budget annexe des P. T. T. On en finirait ainsi avec l'actuel financement par les emprunts.

Une autre cause d'aggravation du déséquilibre financier est le déficit des chèques postaux. Il est regrettable que le Gouvernement n'ait pas voulu faire droit à la demande que vous lui aviez présentée de réajuster la rémunération allouée pour couvrir les frais d'exploitation des chèques postaux.

En effet, le taux d'intérêt de 6,5 p. 100 versé par le Trésor sur les avoirs des comptes courants ne couvre pas les charges de personnel des chèques. Ces charges sont aggravées par les augmentations liées à l'inflation et engendrent un déficit qui doit être couvert, lui aussi, par l'emprunt.

Quant au taux de rémunération des fonds collectés par la caisse nationale d'épargne et mis à la disposition de la caisse des dépôts et consignation, il est anormalement bas et très inférieur à celui du marché. Et ce déséquilibre se trouve accentué cette année par la majoration du taux d'intérêt versé aux épargnants qui passe à 8,5 p. 100. Cette mesure répond à l'attente des épargnants, mais augmentera le déficit de 2 milliards de francs. Il faudra bien que le Gouvernement comprenne la nécessité d'une majoration exceptionnelle de la rémunération versée par le Trésor sur ces fonds en dépôt pour résorber les charges découlant des lourds déficits antérieurs. Pour autant, il ne doit pas céder à la tentation de prendre des décisions qui déboucheraient sur la suppression de certaines prestations jugées déficitaires ou sur des hausses excessives de tarifs. En un mot, il ne doit pas priver les usagers du service public qu'ils sont en droit d'exiger.

Il est vrai qu'un fait nouveau et capital vient d'intervenir, à savoir l'important programme de nationalisation de banques que nous venons de voter. Cela va obliger le Gouvernement à définir le rôle et la place des services financiers dans le système bancaire et, par voie de conséquence, à la poste. Cela permettra peut-être à celle-ci d'offrir les mêmes prestations que ses concurrents d'aujourd'hui. Je veux notamment parler des prêts personnels réclamés depuis si longtemps.

En tout cas, il est permis de penser que des solutions favorables de ce genre seront trouvées dans la charte de gestion à moyen terme dont M. le Premier ministre a prescrit la préparation.

Telles sont les deux principales causes du déficit chronique de la poste et de la détérioration de ses résultats financiers.

Quant à la progression des charges du projet de budget, elles s'expliquent par les frais de personnel et de financement qui représentent l'essentiel des dépenses d'exploitation.

Des points positifs ont retenu notre attention.

Premièrement, dans le cadre du programme gouvernemental de résorption du chômage, la création de 6 250 emplois nouveaux porte le nombre des emplois nouveaux non « pyramidés » à

17650. Ils iront, pour l'essentiel à la direction des personnels pour alléger la tâche de ceux-ci et mieux servir l'usager.

Deuxièmement, les crédits de fonctionnement sont revalorisés de manière sensible et portés à 1,6 milliard. Cela change des budgets précédents où la règle était de minorer abusivement les crédits nécessaires pour le fonctionnement des services.

Ces moyens décents de fonctionnement permettront aux postiers de remplir leurs tâches plus efficacement encore et devraient avoir des répercussions favorables sur la rapidité d'écoulement du trafic postal, sur l'acheminement du courrier pour lequel les délais se sont nettement améliorés, sur la projection renforcée du monopole postal, sur l'accueil du public et sur la qualité du service.

Troisièmement, la vigoureuse relance des investissements qui progressent de 40 p. 100 en valeur devrait permettre de combler les retards accumulés par le précédent gouvernement. Cette relance des investissements me paraît être, d'ailleurs, l'une des caractéristiques essentielles de ce budget. Outre les moyens supplémentaires qu'elle offrira pour la mécanisation du tri postal, la modernisation des équipements de la caisse nationale d'épargne et des C. C. P. au niveau des guichets, elle permettra d'entreprendre un effort spectaculaire pour la construction de nouveaux bureaux, la rénovation et la modernisation. Cet effort permettra de faire disparaître ces « bureaux-taudis » qui existent encore dans de nombreux départements et de combler ainsi les retards importants qu'on constate, par exemple, dans le Nord et le Pas-de-Calais. On pourra aussi mettre en place des structures d'accueil performantes, comparables à celles qu'offrent les concurrents de la poste et que réclament depuis si longtemps les attachés commerciaux de la poste.

Tels sont donc, très brièvement résumés, les trois points essentiels de ce projet de budget.

J'en viens à une mesure aussi connue que peu appréciée : la participation de 3,2 milliards de francs demandée au budget annexe des P. T. T. au profit du budget général, pour contribuer en 1982 à l'effort national de lutte contre le chômage.

Nous demandons instamment au Gouvernement que cet effort garde un caractère réellement exceptionnel.

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. Très bien !

M. Paul Moreau. En ce qui concerne la politique du personnel, on ne trouve que de très faibles mesures indemnitaires, et rien que cela. Il faut prendre conscience de l'urgence qu'il y a à promouvoir une véritable politique sociale en faveur des agents. Il est nécessaire d'entreprendre une réforme profonde et durable des structures spécifiques des personnels, ce qui implique un effort financier considérable qui devra être échelonné dans le temps.

Il est temps de redonner confiance aux agents de tout grade et de renforcer l'image de marque de l'administration des P. T. T.

En effet, la politique de compression des effectifs et de démantèlement, qui a prévalu au cours des dernières années a provoqué des dégâts considérables. Certaines tournées ne sont plus effectuées, faute de préposés. Des postes de travail aux guichets sont supprimés et les autres guichets connaissent des files d'attente bien souvent interminables.

En 1968, un bureau de poste desservait 2 471 habitants ; en 1978, il en desservait 3 115. Et je ne parle pas de la véritable pénurie qui règne dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Les conditions de travail se sont détériorées, la notion de service public a été gravement remise en cause. La qualité du service rendu aux usagers en a souffert. Sur les 300 000 agents de la poste, 65 p. 100 appartiennent aux catégories C et D, avec un salaire ne dépassant pas 4 500 francs par mois. Il aurait donc été équitable d'améliorer ces salaires, par un réajustement de la prime de résultats d'exploitation, par exemple.

Le temps qui m'est imparti...

M. le président. Est écoulé.

M. Paul Moreau. Je termine, monsieur le président.

Le temps qui m'est imparti ne me permet pas de rappeler les revendications légitimes présentées depuis plusieurs années par les diverses catégories de personnel. Je rappelle néanmoins que les receveurs réclament la suppression du cautionnement mutuel et la non-imposition du logement de fonction. Quant aux receveurs-distributeurs, le bon sens et la logique voudraient que l'administration leur reconnaisse la qualité de comptables publics, avec leur intégration dans le cadre B de la fonction publique.

Je sais que vous en êtes conscient, monsieur le ministre, mais cette proposition que vous aviez formulée a été repoussée.

Je pourrais également parler des vérificateurs de la distribution qui attendent une intégration dans le cadre A, etc.

Mais je veux arrêter là l'énumération des revendications catégorielles pour parler des conditions de travail.

Des mesures seront prises en 1982 pour les améliorer, ainsi que vous l'avez annoncé. Nous avons noté avec beaucoup d'intérêt, monsieur le ministre, l'attention que vous portez aux problèmes des personnels. Il est urgent de mettre en œuvre les

mesures d'amélioration des conditions de travail qui revêtent un caractère prioritaire dans cette restauration des P. T. T. que vous avez entreprise depuis seulement cinq mois.

Vous disposez d'un personnel qualifié, consciencieux et plein de bonne volonté. Vous bénéficiez de la compétence des cadres et des chefs de service qui souhaitent disposer de plus de moyens et demandent la suppression de carcans comme le contrôle de gestion, par exemple.

Bientôt la régionalisation sera mise en place, avec de nouveaux moyens et de nouvelles orientations dans le financement et la gestion. Mais, déjà, le changement tant attendu est en marche. Peut-être n'est-il pas toujours conduit avec la détermination et la spontanéité indispensables, car de nouvelles habitudes sont parfois difficiles à prendre pour certains qui traînent les pieds. Je souhaite donc que ces quelques banquises qui persistent ici ou là fondent rapidement dans l'intérêt de chacun, et de la poste en particulier. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Vous avez failli faire fondre ma tolérance, monsieur Moreau. (Sourires.)

La parole est à M. le ministre des P. T. T.

M. le ministre des P. T. T. Mesdames, messieurs les rapporteurs ont montré l'intérêt primordial qu'ils portent au bilan des années passées, à la situation actuelle et à l'avenir du service public de la poste et des télécommunications, dont la responsabilité m'a été confiée — M. Paul Moreau le rappelait tout à l'heure — depuis presque six mois, en même temps que la tutelle de Télédiffusion de France.

J'ai lu avec attention les rapports qui vous ont été soumis, et j'ai écouté avec la même attention les interventions des rapporteurs, comme celles de tous les orateurs, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition.

Je dois avouer que l'opposition m'a semblé avoir une certaine propension à l'oubli. Quant à la majorité, elle ressent la nécessité de dresser un bilan des gouvernements précédents, peu de temps après que nous avons reçu l'héritage.

C'est donc un dialogue véritable qui s'est ainsi engagé entre nous. Il montre bien la dimension nouvelle des relations qui se sont nouées et qui vont se développer entre les élus de la nation et le Gouvernement.

Contrairement à ce qui se passait avec les gouvernements précédents, la concertation constitue notre ligne de conduite dans tous les domaines. Nous sommes ainsi amenés à entretenir un dialogue constant avec les parlementaires, les usagers, les personnels, leurs organisations et la presse. Nous attendons d'ailleurs un élargissement et un approfondissement de ce dialogue.

Je crois avoir démontré amplement mon souci de concertation dans deux domaines : la télématique et la facturation détaillée du téléphone. En effet, contrairement à ce qui se faisait hier, nous refusons d'imposer.

Ainsi, premier exemple, nous nous fondons sur le volontariat en ce qui concerne l'annuaire électronique. Nous consultons tous les partenaires intéressés sur ce qui constitue, à bien des égards, un choix de société. Mais, en tout cas, nous ne remettons pas en cause la politique industrielle et la politique internationale sous-tendues par les expériences que nous conduisons en France.

Deuxième exemple : la facturation détaillée du téléphone. Elle suscite une grande curiosité et nous avons, à son égard, une attitude qui n'est ni de refus ni d'acceptation qui ne serait pas responsable. Le Président de la République nous a donné récemment des directives à ce sujet, et nous allons hâter la mise au point des mesures propres à répondre au mieux à l'attente des usagers. A leur égard, notre position est la présomption de bonne foi, même si celle-ci ne peut pas toujours être établie. Quoi qu'il en soit, ainsi que le rappelait récemment le directeur général des télécommunications, nous serons, dans quelques années, en mesure d'offrir aux volontaires une panoplie de moyens qui permettra d'atteindre cette sincérité dont on a fait état tout à l'heure.

Restaurer l'unité du service public de la poste et des télécommunications, faire connaître aussi le bien-fondé du rattachement de la télédiffusion à un ministère qui a la maîtrise des moyens techniques de communication, tels ont été les axes majeurs de mon action à la tête de ce ministère.

Quand je parle de maîtrise des moyens techniques de communication, je vise bien entendu les modes et les réseaux de communication sous toutes leurs formes, qu'il s'agisse des moyens classiques — courrier, messagerie — ou de moyens plus récents, mais de large diffusion, comme le téléphone, la télévision et les réseaux, encore d'avant-garde aujourd'hui, mais qui connaîtront certainement demain un développement rapide, comme la télématique et les réseaux câblés auxquels M. Delisle a consacré l'essentiel de son propos.

En matière de communications, gérer le contenant, ce qui est le rôle du ministre des P. T. T., signifie, comme l'ont souligné MM. les rapporteurs, gérer des budgets considérables.

Outre le budget annexe actuellement en discussion, je tiens à dire un mot du budget de Télédiffusion de France. Il s'établira en 1981 à 1 741 millions de francs pour le fonctionnement et comprendra 710 millions de francs de crédits d'investissement. Vous connaissez le rôle essentiel de cet organisme dans la diffusion sur tout le territoire national, mais aussi dans le monde, des programmes de la radio et de la télévision. Certains problèmes à régler par T.D.F. vous sont connus. Il s'agit notamment de l'installation des réémetteurs sur tout le territoire et de toutes les difficultés techniques liées à la résorption des zones d'ombre. T.D.F. participe aussi à la préparation de notre avenir sur le plan technique et culturel avec, d'une part, un important programme franco-allemand de satellites de télédiffusion directe, et, d'autre part, une action en matière de télévision interactive : il s'agit du programme Antiope qui a permis à T.D.F. de faire une percée appréciable aux Etats-Unis. Celle-ci devra être confirmée. Souvenons-nous, en effet, que, dans un passé récent, certaines affirmations triomphalistes ne correspondaient pas toujours à la réalité.

Les rapporteurs et de nombreux parlementaires, comme M.M. Sarre, Couillet, Jagoret et Paul Moreau, ce dernier avec la compétence de celui qui a exercé longtemps de hautes fonctions au sein des P.T.T., ont rappelé les atteintes graves qui ont été portées dans le passé à la dignité de cette grande administration publique que constituent les P.T.T. et à la qualité des services qu'elle est en mesure de rendre à la population.

Ils ont, en particulier, souligné la gravité de la situation financière de la poste, obérée par un endettement de près de 30 milliards de francs. Il faudra beaucoup d'imagination, de temps et de moyens pour y remédier.

Je rappellerai, notamment aux orateurs de l'opposition, que cela constitue, en effet, l'une des parties les plus sombres de l'héritage que nous devons aujourd'hui prendre en charge.

Je souscris donc pleinement à l'analyse qu'a faite M. le rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges de la situation du personnel des P.T.T. Cette situation a été également évoquée par M. Georges Sarre et M. Paul Moreau en des termes chaleureux et parfois émouvants.

Lorsque j'ai pris mes fonctions aux P.T.T. j'ai découvert, moi qui venais d'un autre horizon, un milieu social d'une extraordinaire richesse qui ne peut que susciter la sympathie, à mesure que l'on en fait la connaissance. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes, des communistes et sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République.*)

La situation qui a été faite à cette administration dans le passé ne correspondait ni à cette richesse, ni aux services qu'elle rend quotidiennement à la nation.

L'insuffisance des créations d'emplois au cours des dernières années a pesé lourdement sur les conditions de travail du personnel. Un effet de rattrapage s'imposait donc avant de prendre toute autre mesure. Cela explique que, lors de la présentation de la loi de finances rectificative pour 1981, l'administration des P.T.T. a été certainement la plus favorisée, avec la création de 8 000 emplois nouveaux, mais aussi avec l'appel à l'activité de 4 000 lauréats de concours laissés en attente. J'ai relu les débats parlementaires des dernières années, et j'ai constaté que, de tous les bancs de cette assemblée, s'élevaient des voix pour appeler l'attention des responsables du Gouvernement sur la condition faite à ces jeunes filles et à ces jeunes gens qui, plusieurs années après avoir réussi le concours, attendaient encore qu'on les engage. Eh bien, aujourd'hui c'est fait, et 12 000 emplois ont été créés par le Gouvernement dès 1981. Cet effort qui rompt avec le passé mérite d'être souligné. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

En 1982, près de 6 000 emplois — 5 650 exactement — s'y ajouteront. Ainsi, 18 000 emplois nouveaux ont été pourvus aux P.T.T. en dix-huit mois, alors qu'aucune création n'était prévue dans le budget de 1981.

Les appréciations sur le budget social et la formation formulées dans les rapports ont été parfois sévères. D'un montant de 845,5 millions de francs en 1982, le budget social permettra de compenser, au moins pour partie, l'absence, que l'on a regrettée, de mesures indemnitaires ou catégorielles. Il s'agit là, je le souligne, d'une décision du Gouvernement applicable à l'ensemble des administrations, comme le rappelle une lettre du Premier ministre dont je vous donnerai la teneur tout à l'heure. Elle doit être rapprochée de la réflexion que M. le premier ministre a demandée au ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives de mener sur l'évolution du rôle et des missions des fonctionnaires.

S'agissant des P.T.T., des conversations sont engagées à ce sujet avec le ministre chargé de la fonction publique. Nous ne manquons pas d'insister sur le pourcentage élevé de personnels appartenant aux petites catégories, avec bien entendu les incidences sur le montant des salaires, et donc sur l'importance que revêt pour eux le problème des indemnités. Je ne

crois pas qu'il y ait une administration où le problème indemnitaire se pose avec une telle acuité.

Les rapporteurs et les intervenants ont apporté une contribution appréciable à l'inventaire. Si le bilan du passé comporte des points sombres inquiétants, nous pouvons, pour le redresser, compter sur le dévouement d'une communauté de travail riche à présent de près de 470 000 agents, qui est profondément attachée à la bonne exécution du service.

Le projet de budget de 1982 permettra enfin de doter les services des P.T.T. des moyens de fonctionnement qui leur sont indispensables pour assurer leurs missions dans des conditions plus décentes que dans le passé.

J'ai parlé des emplois. Les crédits de fonctionnement sont augmentés de manière sensible. Ils progressent de 915 millions de francs pour la poste et de 715 millions de francs pour les télécommunications. L'accroissement global de 1 630 millions de francs est à comparer au coût des créations d'emplois supplémentaires, qui s'élève à 460 millions de francs.

Voilà donc le contenu concret que nous donnons au thème qui nous est cher : restaurer la dignité du service public.

Les méthodes de gestion très rigoureuses déjà en vigueur à la poste comme aux télécommunications permettront aux agents d'assurer une meilleure qualité de travail, et notamment de meilleures conditions d'accueil du public. Mais pour l'obtenir, il nous a paru indispensable de leur fournir les moyens matériels adéquats.

Contrairement à ce qui a été affirmé sur certains bancs, le projet de budget permettra aussi de maintenir et de développer le volume des investissements, qui est porté à 29 700 millions de francs contre 27 850 millions de francs en 1981.

Le budget d'investissement le plus important reste, bien entendu, celui des télécommunications : 27 200 millions de francs leur seront consacrés. Ce budget permettra de réduire les délais de raccordement et de diminuer le nombre des demandes en instance qui reste encore aujourd'hui trop élevé, puisqu'il se situe encore aux environs du million.

Je ne méconnaissais pas les efforts qui ont été entrepris dans le passé pour rattraper un retard qui était devenu alarmant et qui, comme M. Alain Bonnet le soulignait, faisait glisser notre pays dans le ridicule. Mais la pression reste forte aujourd'hui, malgré un nombre de lignes installées compris entre dix-huit et dix-neuf millions.

Nous pensons atteindre à l'horizon 1985, avec vingt-quatre millions de lignes, l'objectif de ce qu'on peut appeler « le téléphone pour tous », c'est-à-dire pour tous ceux qui le demanderont. Plus de 90 p. 100 des ménages devraient alors être équipés.

Mais d'importants crédits sont également prévus pour les services et les produits nouveaux. La télématique, dont il est tant question, n'en constitue qu'un élément avec, en particulier, l'annuaire électronique. Nous finançons, en outre, des actions d'envergure, telles que les fibres optiques et les liaisons par satellite.

Ce budget comporte donc un volume considérable de commandes publiques, qui reviennent à plus de 98 p. 100 à des entreprises françaises. Peu de clients contribuent de cette façon au maintien de notre industrie et de ses emplois. Vous avez, monsieur d'Aubert, évoqué l'installation de l'usine Mitel dans les Vosges. Je suis solidaire de l'action que mène le Gouvernement contre le chômage. Je rappelle que la situation dramatique de l'emploi dans les Vosges, c'est aussi l'héritage, et que M. Boussac, ce n'est pas nous !

Nous aurions, nous aussi, souhaité une solution française. Nous avons demandé à des groupes français de nous présenter dans les délais voulus un contre-projet valable comme cela devrait être le cas chaque fois qu'un tel problème se pose. Nous avons été surpris de constater, et je regrette de devoir le dire, qu'il n'y en avait pas. Je suis donc étonné des protestations qui s'élevaient aujourd'hui.

Cet exemple illustre bien ce que les nationalisations peuvent apporter dans la détermination d'une politique cohérente et volontariste.

M. Gustave Ansart. Très bien !

M. le ministre des P.T.T. La coopérative ouvrière de production A.O.I.P., dont M. Jagoret a parlé, entreprise fort malmenée dans le passé, aurait sans doute préféré, elle aussi, qu'une solution française puisse être trouvée ! Je souhaite d'ailleurs qu'une telle solution se fasse jour.

La politique qui a été conduite dans le passé a connu des retournements techniques très brusques qui ont sans doute débouché sur un progrès en matière de commutation, mais cela n'a pas été sans dommages sur l'emploi, notamment en Bretagne. On ne saurait donc chanter les louanges d'une politique des télécommunications dont nous subissons actuellement et dont nous subissons encore longtemps les conséquences.

M. François d'Aubert. Monsieur le ministre, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. le ministre des P. T. T. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. François d'Aubert, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. François d'Aubert. A propos de l'installation de Mitel dans les Vosges, vous avez dit, monsieur le ministre, que vous n'aviez pas obtenu de réponse de la part des industriels français, ce qui reste d'ailleurs à vérifier parce qu'ils ne disent pas la même chose. Mais il vous suffisait peut-être d'attendre six mois — puisque la nationalisation sera en principe acquise le 1^{er} janvier.

Vous auriez pu alors demander aux entreprises nationalisées de faire le nécessaire dans les trois mois. Ce n'était pas trop difficile.

M. Alain Chénard. Cela n'est pas aussi facile que cela !

M. François d'Aubert. Vous avez fait entrer le loup dans la bergerie.

M. le ministre des P. T. T. Monsieur le député, nul plus que moi ne souhaite voir aboutir rapidement le débat sur les nationalisations, et je vois que je peux effectivement compter sur vous pour conseiller ici ou ailleurs qu'on accélère la discussion ! (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

Plusieurs députés socialistes. Allez le dire au Sénat, monsieur d'Aubert !

M. Emmanuel Hamel. C'était une suggestion pour une bonne utilisation des entreprises nationalisées !

M. le ministre des P. T. T. J'ajoute que l'administration des P. T. T., en quelque sorte par la force des choses, entretient des contacts quasi permanents et très étroits avec les entreprises et leurs organisations représentatives.

Si les marchés des télécommunications vont à un petit nombre de grandes entreprises, dont certaines sont d'ailleurs promises à la nationalisation, ils profitent aussi à de très nombreuses petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries.

A travers cet important budget d'investissement, c'est un appoint décisif que nous apportons au soutien de l'emploi dans l'industrie française et cela sur l'ensemble du territoire national.

Parallèlement, nous avons obtenu pour la poste et les services financiers un budget d'investissement enfin convenable.

M. Sarre et d'autres orateurs ont souligné le contraste choquant entre l'aspect vétuste, voire délabré, de certains bureaux de poste et celui des édifices voisins, contraste qui fait ressortir de façon criante pour les usagers et pour le personnel la véritable situation de la poste, ressentie de manière plus vive sur le plan psychologique que sur le plan quantitatif. Pour les usagers et le personnel, cet énorme organisme semblait glisser peu à peu dans l'oubli, dans une sorte de délaissement. Nous avons décidé de changer cela, et c'est pourquoi la poste disposera enfin, je le répète, de crédits d'investissement convenables.

Dans cette perspective de rattrapage du retard, 2 500 millions de francs soit inscrits au projet du budget 1982 contre 1 850 millions de francs en 1981 et en 1980.

Ce budget d'investissement de la poste nous permettra, en particulier, de créer soixante-six bureaux de poste en 1982, contre seulement trente opérations du même type en 1981, et d'accélérer l'automatisation du tri postal en acquérant 1 030 postes d'indexation en 1982, contre 660 en 1981.

MM. les rapporteurs et plusieurs intervenants ont souligné l'innovation constituée par le fait que, pour la première fois, le budget général prendra en charge, à concurrence de 1 136 millions de francs, une partie du déficit qui résulte de l'acheminement et de la distribution de la presse. Vous voyez donc, monsieur Nuir, qu'il n'y a pas que des « hold up » ou des aspects dont vous avez considéré qu'ils étaient très négatifs, et vous auriez donné plus de poids à votre propos si vous aviez aussi souligné l'effort que le Gouvernement consent pour la première fois en permettant au budget général de prendre sa part dans le comblement du déficit ouvert dans le budget de la poste par la prise en charge du transfert de la presse.

Il s'agit en effet d'un lourd budget qui est certainement une mission de service public que la poste était jusqu'ici seule à supporter.

Eh bien, nous nous félicitons qu'à hauteur de 1 136 millions de francs une partie du déficit pourra désormais être comblée. On peut effectivement juger cette participation insuffisante, mais il reste qu'un premier pas significatif a été fait.

Je rappelle d'ailleurs qu'à l'issue de la table ronde qui a réuni les représentants du Parlement, de la presse et de l'administration, les P. T. T. ont accepté de supporter une partie du déficit, mais que, parallèlement, la presse a accepté un accroissement de ses tarifs, étalé sur plusieurs années.

Pour chercher une solution au problème de la poste, il me semble donc préférable d'explorer les autres voies, qui consistaient, notamment, à rééquilibrer les chèques postaux et la

caisse nationale d'épargne, laquelle subit, c'est vrai, la répercussion du relèvement à 8,5 p. 100 des taux d'intérêt à servir aux titulaires de livrets.

Personne n'a critiqué la décision qui a été prise à l'initiative du Président de la République, qui tenait ainsi l'une des promesses qu'il avait faites lorsqu'il était candidat. Mais je ne peux accepter que l'on nous reproche de ne pas en avoir tenu compte dans notre projet de budget. Si nous ne l'avons pas fait, c'est tout simplement parce que cette décision est intervenue après la préparation des documents budgétaires.

M. Michel Noir. Mais cet argent vous manque !

M. le ministre des P. T. T. Je ne vous permets pas, monsieur Noir, de parler à cette occasion d'une absence de sincérité. Nous n'avons nullement cherché à cacher quoi que ce soit au Parlement et je tiens à laver de tout soupçon ceux qui, à mon cabinet ou dans mes services, participent à la préparation du budget.

La seconde voie qu'il convient d'explorer pour résoudre les problèmes de la poste consisterait à redonner un dynamisme nouveau à ses activités. Son réseau de 17 000 bureaux est un lieu social d'une richesse qui n'a pas son équivalent dans la société française. Or nous voulons que la poste marche avec son siècle, et notamment qu'elle puisse offrir les services nouveaux dont certains d'entre vous ont parlé, qu'il s'agisse de terminaux financiers, de télématique, ou de modes nouveaux de reproduction.

MM. les rapporteurs, M. Noir et d'autres intervenants ont évoqué la participation de 3,2 milliards de francs qui a été demandée au budget annexe des P. T. T. au profit du budget général. Je rappelle l'objet de cette mesure : il s'agit de participer à l'effort national de lutte contre le chômage. Nous savons quelle ampleur tragique celui-ci atteint aujourd'hui dans notre pays. Il n'est pas le fait de notre politique.

A une situation exceptionnelle, il fallait des mesures exceptionnelles.

M. Michel Noir. Monsieur le ministre, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. le ministre des P. T. T. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. Noir, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Michel Noir. En dehors des problèmes d'orthodoxie financière que nous avons développés il y a deux jours, lors de la discussion de l'article portant équilibre général du budget, ce que nous avons voulu exprimer en parlant de cette affaire des 3,2 milliards de francs — et nous avons constamment cité nos sources, monsieur le ministre — c'est que cette somme fera défaut aux crédits d'investissement.

Vous savez que 3,2 milliards de francs d'investissements représentent de 12 000 à 15 000 emplois possibles par milliard. Il est paradoxal qu'une décision dont l'objet est de participer à l'effort de lutte contre le chômage ait pour conséquence immédiate une menace sur l'emploi !

M. Georges Sarre. C'est faux !

M. Michel Noir. Trois milliards deux cents millions d'investissements auraient représenté, en 1982, environ 35 000 à 45 000 emplois. C'est cela que nous voulions faire ressortir.

L'évolution étonnante des technologies a conduit les industries des télécommunications, malgré les efforts de reconversion de personnel, à un solde négatif qui reste encore de 5 000 à 6 000 emplois. C'est cela qui nous préoccupe.

M. le ministre des P. T. T. Monsieur le député, je ne saurais souscrire à votre logique. Votre argument serait fondé s'il y avait prélèvement sans maintien du volume des investissements. Il est vrai que nous devons obtenir une compensation en recourant à l'emprunt.

Vous avez même fait état d'une correspondance, bien normale en elle-même, mais qui, normalement, n'avait pas à être publiée : l'hebdomadaire qui l'a fait en a jugé autrement. Il n'empêche qu'à un certain stade de la préparation du projet de budget, des discussions parfois très vives s'engagent. A cette occasion, chaque ministre plaide pour son propre département ministériel et tente de faire valoir son point de vue : peu de ministres jugent ainsi suffisants les crédits qui leur sont alloués. Pour ma part, j'ai pu obtenir la prise en charge d'une partie du déficit de la poste, ce qui est tout de même appréciable.

Vous avez enfin fait allusion à l'affaiblissement de la signature de la France sur le marché financier international. Je constate qu'un tel affaiblissement ne s'est pas produit.

Je pense, comme M. Paul Moreau et certains de ses collègues, que nous pouvons vraiment approuver cette mesure de participation à l'effort de solidarité, à condition qu'elle conserve son caractère exceptionnel.

M. Jarosz, rapporteur pour avis, a fait allusion à l'adresse au Premier ministre adoptée par le conseil supérieur des P. T. T. Je suis en mesure de vous faire connaître l'essentiel de la

réponse de M. le Premier ministre, qui m'est parvenue : « Je vous confirme que le prélèvement de 3 200 millions de francs a bien le caractère d'une mesure exceptionnelle appliquée à l'exercice 1982 et ne préjuge en aucune façon des décisions qui seront prises les années ultérieures. L'existence de ce prélèvement ne doit en particulier pas conduire à obérer l'effort de développement de nos télécommunications, point sur lequel vous me connaissez particulièrement attentif, eu égard aux enjeux que cela représente tant sur le plan de l'amélioration du service rendu à nos concitoyens que sur celui de la démocratisation de l'usage du téléphone, de l'emploi dans le secteur industriel des télécommunications et du maintien de notre position avancée sur le plan technologique, atout décisif de notre commerce extérieur. »

M. Jean Jarosz, rapporteur pour avis. Vous pourriez citer une phrase de plus, monsieur le ministre.

M. Michel Noir. Comment se fait-il que vous soyez en possession d'une copie de la réponse du Premier ministre, monsieur Jarosz ?

M. Jean Jarosz, rapporteur pour avis. Je suis rapporteur pour avis !

M. le ministre des P. T. T. Je poursuis donc ma lecture : « Comme vous le savez, la justification de cette participation exceptionnelle du budget annexe des P. T. T. au profit du budget général est liée à la situation délicate dont nous avons héritée en matière de chômage et à la lutte que nous menons pour le résorber. » (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Emmanuel Hamel. Hélas, sans succès jusqu'à présent !

Un député socialiste. Vous pouvez parler !

M. le ministre des P. T. T. Aussi bien, tout en me demandant d'accepter que le budget annexe apporte, en 1982, cette contribution, M. le Premier ministre a donné des directives, dès le mois d'août, pour que soit effectué un examen au fond des problèmes de gestion à moyen terme des P. T. T. Celui-ci tendra à préciser les lignes directrices du programme d'équipement à moyen terme des télécommunications, et portera sur ses divers composants : le téléphone, la télématique et, plus largement, les produits et services nouveaux du téléphone.

Cet examen englobera la poste. Il doit donc permettre de déterminer le niveau d'investissement nécessaire pour doter cette dernière d'un réseau de guichets moderne, il fournira l'occasion de prendre les options de base en ce qui concerne la mécanisation du tri postal et permettra également de mieux définir le rôle et la place des services financiers dans le système bancaire, notamment, j'espère, au regard de la politique de décentralisation qui est en train d'être préparée par le Gouvernement.

Ces travaux, qui ont été d'ores et déjà entrepris, devraient permettre de fixer les règles permanentes de gestion des P. T. T. Ils pourront, le cas échéant, se concrétiser dans une charte de gestion à moyen terme des P. T. T. Cet objectif est, du reste, conforme aux orientations fixées par le Plan intérimaire, tel qu'il a été arrêté par le Gouvernement.

L'administration des P. T. T., tant par l'importance de son budget, notamment en ce qui concerne son fonctionnement, que par celle de ses effectifs, arrive en deuxième position derrière l'éducation nationale. Par ses investissements, elle se situe également au deuxième rang, mais cette fois derrière la défense nationale.

Le projet de budget qui vous est soumis aujourd'hui comporte de nombreux points positifs, reconnus par l'ensemble des organisations syndicales. La population, à bref délai, pourra mesurer l'effet bénéfique des nouvelles orientations prises par l'amélioration des services rendus par notre administration.

L'inventaire des obstacles qui subsistent a été fait.

Je ne terminerai pas mon propos sans avoir parlé de nouveau des attentes du personnel. Vous avez, les uns et les autres, appelé mon attention sur des problèmes de « pyramidage ». Je citerai moi aussi le cas des receveurs-distributeurs...

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial, et M. Jean Jarosz, rapporteur pour avis. Très bien !

M. le ministre des P. T. T. ... qui attendent depuis longtemps, peut-être depuis trop longtemps, et qui sont un des maillons essentiels de l'emprise sociale du grand corps des P. T. T. Nous ne les oublierions pas.

En procédant par étapes, nous parviendrons, j'en suis sûr, à achever la tâche de réparation que nous nous sommes assignée. Le projet de budget que je vous présente, mesdames, messieurs les députés, constitue, de ce point de vue, un projet de budget de redémarrage. En même temps, il offre une base sérieuse et responsable sur laquelle on pourra prendre élan pour l'avenir. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Permettez-moi encore, monsieur le président, de revenir sur le problème de l'amnistie. A cet égard, des impatiences se sont manifestées.

Je viens de donner des instructions pour que les agents de mon administration qui, dans le passé, ont fait l'objet de sanc-

tions liées à leurs activités syndicales ou politiques, soient au plus vite rétablis dans leurs droits au sein de la fonction publique.

Soucieux d'appliquer sans restriction les dispositions de la loi d'amnistie, j'ai décidé, en concertation avec les organisations syndicales, de réintégrer les fonctionnaires révoqués pour leurs activités politiques et syndicales...

M. Jean Jarosz, rapporteur pour avis. Très bien !

M. le ministre des P. T. T. ... de les rétablir dans leurs droits et d'effacer, dans la mesure du possible, les préjudices qu'ils auront subis dans le déroulement de leur carrière. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Des dispositions analogues seront prises pour les agents qui, sans avoir été révoqués, ont été sanctionnés pour des faits politiques et syndicaux. Je précise d'ailleurs que le nombre de dossiers examinés ou attendus par la direction du personnel du ministère des P. T. T. n'est pas négligeable puisqu'il s'élève à 16 000. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. Gustave Ansart. C'est encore l'héritage !

M. le président. J'appelle maintenant les crédits du budget annexe des postes et télécommunications.

Avant de donner la parole à M. Noir, j'indique qu'il serait souhaitable que la discussion du projet de budget des P. T. T. soit achevée à treize heures, afin que, dès le début de la séance de cet après-midi, l'Assemblée puisse aborder l'examen du projet de budget des transports. Je demanderai donc à chaque intervenant un effort de concision.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les crédits ouverts à l'article 47, au titre des services votés, au chiffre de 104 816 527 143 francs. (Ces crédits sont adoptés.)

M. le président. J'appelle les crédits ouverts à l'article 48, au titre des mesures nouvelles :

Autorisations de programme inscrits au paragraphe I : 27 700 millions de francs ;

Crédits inscrits au paragraphe II : 17 588 465 145 francs.

Je suis saisi de trois amendements, n° 46, 47 et 48, présentés par M. Noir et les membres du groupe du rassemblement pour la République.

L'amendement n° 46 est ainsi rédigé :

« Réduire de 100 millions de francs les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Monsieur le président, malgré votre requête d'en finir avec ce débat avant treize heures, que j'approuve volontiers, je ne pourrai défendre en même temps nos trois amendements car ces derniers n'ont pas du tout le même objet. J'essaierai cependant de n'intervenir, sur chaque amendement, que très brièvement.

L'amendement n° 46 vise à réduire de 100 millions de francs les crédits ouverts au paragraphe II, c'est-à-dire à supprimer les crédits inscrits au chapitre 61-02 permettant de rémunérer 1 626 emplois supplémentaires des services extérieurs des télécommunications.

Il s'agit pour nous, essentiellement, de poser quatre questions.

Nous sommes frappés par le fait que ces 1 626 emplois concernent presque exclusivement les échelons les plus bas de la hiérarchie. Cela contraste avec les objectifs ambitieux que vous assignez, selon vos dires, à la recherche publique, qui ne reçoit que dix postes d'ingénieur et sept postes d'agent contractuel de haut niveau.

Première question, trouvez-vous cette répartition logique ?

Deuxième question : quelle est l'évolution du budget de la formation des personnels, puisque, aussi bien, l'introduction de nouveaux moyens techniques pose des problèmes de reconversion importants — et cela est encore plus vrai pour la poste ? L'ampleur des programmes de formation sera le seul moyen de répondre aux problèmes posés aux personnels.

Troisième question : dans la mesure où beaucoup d'emplois sont créés, accédez-vous à la demande souvent formulée de régionaliser les concours et d'éviter ainsi ces transferts dramatiques de personnels ? On voit quelquefois des jeunes de dix-neuf ans obligés de venir en région parisienne, avec tous les problèmes psychologiques que cela pose. Une régionalisation des concours préserverait une certaine stabilité des personnels à l'intérieur d'une zone géographique définie.

Quatrième question à laquelle je comprendrais que vous ne puissiez pas répondre directement : pourquoi avez-vous mis en chantier une réorganisation des directions opérationnelles des télécommunications orientée vers la départementalisation ? En quoi cette démarche est-elle cohérente avec le fait que vous prévoyez très peu de créations d'emplois d'encadrement ? En

effet, si vous départementalisez les directions opérationnelles des télécommunications, des emplois d'encadrement devront être assurément créés.

Quelles sont les conséquences d'un tel programme ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. Nous allons discuter de treize amendements dont onze n'ont pas été examinés par la commission des finances. Je ferai cependant, à leur propos, une brève observation générale.

Ces amendements tendent pour l'essentiel à supprimer, ligne par ligne, les mesures nouvelles. Qu'il s'agisse des emplois de T. D. F., des fibres optiques, de la télématique ou des faisceaux hertziens, vous nous tenez, mesdames, messieurs de l'opposition, le même raisonnement. Vous ne savez pas ou vous feignez de ne pas savoir quelle est la destination des crédits. Si vous aviez lu attentivement nos deux rapports écrits, qui ont été distribués, vous posséderiez déjà des éléments sérieux d'information.

Au demeurant, votre souci de savoir et de contrôler est tout nouveau !

Le budget annexe des P. T. T. ressemble comme un frère à ses prédécesseurs pour ce qui est de sa présentation et vos arguments, à notre avis, auraient plus de poids si vous les aviez fait précédemment valoir avec autant de vigueur lorsque vous étiez au pouvoir.

M. Noir, qui a déjà rapporté le budget annexe des P. T. T. pour la commission des finances, doit connaître l'importance de toutes ces actions et la nécessité des dotations budgétaires qui les financent.

M. le président. Pouvez-vous donner, monsieur le rapporteur spécial, l'avis de la commission sur l'amendement n° 46 ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. La commission ne l'a pas examiné, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. En soutenant votre amendement, monsieur Noir, vous avez posé deux questions importantes. Je pourrai plus utilement y répondre si vous me les posez à nouveau, mais cette fois par écrit.

La régionalisation des concours présente, certes, des aspects séduisants, mais ces derniers ne sont peut-être qu'apparents. En tout état de cause, une longue et large concertation devrait s'instaurer à ce sujet.

Quant aux directions opérationnelles des télécommunications, elles ne sont pas départementalisées. Après l'arrêt de l'expérience des zones, elles ont simplement conservé toutes leurs attributions. Je vous répondrai de façon plus approfondie par écrit.

S'agissant de la répartition des personnels, M. le rapporteur spécial vient d'apporter une réponse. Je pourrais entrer dans les détails. J'observe que cette répartition se traduit en particulier par une augmentation du potentiel scientifique du C. N. E. T.

Je n'aurai pas la cruauté, monsieur Noir, de vous faire remarquer que vous vous livrez là à un exercice tout à fait nouveau. En effet, lors de la discussion budgétaire de l'an dernier, vous n'avez pas pu déposer un tel amendement puisqu'il n'y avait aucune création d'emploi et que l'on ne peut répartir le néant.

M. le président. La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Je ferai tout d'abord remarquer à notre rapporteur spécial que ce n'est pas notre faute si nous discutons d'un budget de 122 milliards en deux heures...

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. C'est bien ce que j'ai dit tout à l'heure !

M. Michel Noir. ... mais plutôt celle du Gouvernement qui, en multipliant le nombre des projets soumis à notre examen, impose une discussion parlementaire qui, pour un budget aussi important que le vôtre, monsieur le ministre, est à la limite de l'acceptable.

M. le rapporteur spécial m'a fait remarqué que j'aurais pu poser toutes ces questions auparavant et que j'aurais pu y trouver réponse dans son rapport écrit.

Je lui préciserai que je les avais déjà posées l'année dernière à un ministre qui appartenait pourtant à la même majorité que moi. J'avais même déposé des amendements identiques pour essayer d'obtenir les mêmes débats au fond sur ces sujets qui sont essentiels pour un budget aussi important.

Je ne pense pas donc qu'on puisse reprocher au groupe R. P. R. de n'avoir découvert cette possibilité qu'aujourd'hui.

Je vous rappellerai, monsieur le ministre, par exemple, qu'il y a deux ans j'avais, au nom de mon groupe, déposé un amendement de suppression d'ensemble des crédits pour poser le problème du C. N. E. T., en ce qui concerne notamment ses effectifs de haut niveau.

Notre analyse, critique il est vrai, témoigne donc d'une certaine continuité et d'une certaine logique.

Cela dit, j'accepte volontiers, monsieur le ministre, compte tenu de l'heure, de vous poser par écrit mes questions relatives à la régionalisation des concours et à la formation.

M. le président. Je rappelle que la répartition des temps de parole a été fixée par la conférence des présidents qui a été amenée, ensuite, à les réduire.

M. Henry Delisle. Si nous avions perdu moins de temps avec les rationalisations, nous en aurions plus pour discuter le budget annexe des P. T. T. !

M. le président. Monsieur Noir, maintenez-vous votre amendement ?

M. Michel Noir. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 46. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. L'amendement n° 47 est ainsi rédigé :

« Réduire de 9 millions de francs les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Cet amendement vise à défendre un principe d'orthodoxie financière. Cette préoccupation a déjà été évoquée. Nous en reparlerons tout à l'heure à propos du prélèvement de 3,2 milliards de francs.

Pour la première fois, le ministère des P. T. T. exerçant une tutelle technique sur Télédiffusion de France, il est prévu d'opérer un transfert financier entre le budget du ministère de la communication et celui des postes et télécommunications.

L'inscription d'un crédit de 30 millions de francs environ affecté à la création de 50 emplois à T. D. F. poserait sûrement des questions intéressantes au regard de la loi organique à un rapporteur spécial soucieux de contrôler les irrégularités.

Il n'est pas normal que le ministère des P. T. T. subventionne T. D. F. qui relève du budget du ministère de la communication.

Pourquoi les cinquante brouilleurs de T. D. F. qu'engage M. Fillioud seraient-ils payés par le budget de M. Mexandeau ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. Les brouilleurs de T. D. F. sont payés par T. D. F., même si leur utilisation suppose l'accord préalable du ministre des P. T. T. L'inscription au budget des P. T. T. de la subvention de 9 millions de francs est un tout autre sujet. Il s'agit de financer en 1982, à titre exceptionnel, la création de cinquante emplois qui ont été autorisés dès 1981 en même temps que ceux du collectif budgétaire de l'Etat.

En effet, le budget de T. D. F., qui ne fait partie ni du budget général ni du budget annexe des postes et télécommunications, est alimenté essentiellement par une quote-part prélevée sur la redevance télévision. Les ressources qui lui sont affectées sont fixées une fois pour toutes.

Or, dans le courant de l'année 1981, la nécessité est apparue de créer cinquante emplois supplémentaires.

Je compare cette création aux 8 000 emplois qui ont été créés dans les P. T. T. afin d'assurer en particulier la maintenance des rémetteurs. Il est exact que le ministre des P. T. T. a accepté de financer ces emplois en 1981, en compensant le supplément de charges imposé à T. D. F. par le versement d'une subvention. Le principe de ce versement a été reconduit uniquement pour 1982.

L'adoption de cet amendement équivaldrait à imposer le licenciement de cinquante agents de T. D. F. et la réduction des effectifs nécessaires pour maintenir en état les rémetteurs répartis sur tout le territoire.

Monsieur Noir, votre souci d'établir une séparation entre le budget de la communication et celui des P. T. T. est quelque peu tatillon, car l'évolution technique, s'agissant soit des supports, c'est-à-dire des câbles nécessaires à la diffusion des programmes de télévision, soit des applications dans le domaine de la télématique, conduira peut-être, dans dix ans, à une totale unité entre ces deux budgets.

Il me semble que vous faites preuve d'un excès de précaution, surtout pour un chiffre aussi faible, et je pense que mes explications devraient être suffisantes pour vous inciter à retirer votre amendement.

M. le président. La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Monsieur le ministre, il est surprenant et pour le moins singulier que l'opposition soit le plus ardent défenseur du caractère annexe de votre budget.

En fait, trois dispositions prouvent que le processus dans lequel vous vous engagez, est dangereux pour votre budget : d'abord, vous acceptez un prélèvement de 3,2 milliards ; ensuite, vous êtes favorable, car c'est une bonne chose, à l'inscription d'un crédit de 1 136 millions de francs en provenance du budget général ; enfin, vous êtes prêt à supporter des charges

qui incombent au ministère de la communication. Ainsi, dans quelques années, le budget annexe des P. T. T. disparaîtra et ses crédits seront intégrés au budget général.

Cette mesure nous paraît vivement critiquable car, depuis 1923, la création d'un budget annexe a obligé l'administration des P. T. T. — satisfecit tout à son honneur — quels que soient les ministres en fonction, à équilibrer son budget, et à avoir une exploitation industrielle et commerciale.

Je crains que l'établissement de passerelles entre les budgets annexes et le budget général ne soit un principe malsain. S'agissant d'une question de principe, je ne peux retirer mon amendement.

M. le président. La parole est à M. Delisle.

M. Henry Delisle. Je rappelle à notre collègue Michel Noir, qui se plaint du peu de temps dont nous disposons pour discuter d'un budget aussi important, les jours et les nuits que nous avons consacrés à parler des nationalisations.

M. Emmanuel Hamel. Il s'agissait d'un grave sujet. Il était donc normal de le traiter consciencieusement.

M. Henry Delisle. Je vous l'accorde, monsieur Hamel. Néanmoins, une répartition plus judicieuse du temps dont nous disposons nous aurait permis de débattre plus longuement de ce budget.

M. le président. Intervenez sur l'amendement, monsieur Delisle !

M. Henry Delisle. En ce qui concerne l'amendement, bis *repetita placent*, compte tenu qu'il fait peser une menace de licenciement de cinquante agents, le groupe socialiste, pour sa part, le repoussera.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 47. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. L'amendement n° 48 est ainsi rédigé :

« Réduire de 15 408 millions de francs les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Cet amendement porte sur la question des intérêts à servir aux déposants de la caisse nationale d'épargne. M. le ministre a indiqué qu'il n'avait pas été possible d'intégrer dans le projet de budget une dépense supplémentaire de deux milliards correspondant à un relèvement à 8,5 p. 100 du taux d'intérêt, car le Président de la République avait pris cette décision seulement à la mi-septembre. Je reconnais l'honnêteté intellectuelle de M. le ministre qui n'a pas oublié de rappeler que cette mesure figurait dans le programme de M. Mitterrand. On aurait donc pu y penser plus tôt.

Il est grave de constater qu'un crédit de deux milliards manquera dans le budget des P. T. T. La situation catastrophique de la poste va donc s'accroître, car il faudra compenser cette dépense par un emprunt, d'autant que le Trésor, donc votre collègue du budget, n'a pas fait preuve de compréhension, puisqu'il a maintenu à 6,5 p. 100 le taux de rémunération des fonds placés à la caisse nationale d'épargne, alors qu'il « engrange » des rémunérations supérieures avec cet argent.

Je regrette d'être obligé une fois de plus de défendre les intérêts du ministre des P. T. T. contre ses collègues du Gouvernement ! (*Exclamations sur les bancs des socialistes.*) Je trouve scandaleux que les dépenses soient sous-évaluées de deux milliards dans ce budget.

Vous pourrez m'objecter : que ne l'avez-vous fait auparavant ? Je rappelle que le taux de 6,5 p. 100 correspond à un taux de rémunération triple par rapport à celui qui était consenti il y a seulement trois ans. Un progrès avait déjà été enregistré. Il vous suffisait de continuer dans cette voie.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement. Je signale que les fonds de la caisse nationale d'épargne ne sont pas déposés au Trésor ; il s'agit des fonds des chèques postaux.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. Le Gouvernement s'est déjà largement expliqué sur ce sujet qui a fait l'objet d'une question. Je n'ai rien à ajouter. Je rappelle simplement que le projet de budget a été préparé dans une totale sincérité. Je demande donc le rejet de l'amendement.

M. Michel Noir. Je le retire.

M. le président. L'amendement n° 48 est retiré.

Je suis saisi de deux amendements identiques n° 49 et 88.

L'amendement n° 49 est présenté par M. Robert Galley, M. Noir et les membres du groupe du rassemblement pour la République ; l'amendement n° 88 est présenté par M. François d'Aubert. Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Réduire de 3 200 millions de francs les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Robert Galley, pour soutenir l'amendement n° 49.

M. Robert Galley. Par cet amendement, M. Michel Noir, moi-même et les membres du groupe R. P. R. souhaitons obtenir la suppression de l'affectation d'une partie des excédents de la gestion de la branche télécommunications au budget général.

M. le ministre a indiqué que le versement de 3 200 millions au budget général est une opération nouvelle. Selon moi, c'est une des nouveautés les plus fâcheuses du projet de budget pour 1982.

Cette mesure est détestable en terme de gestion, incohérente au plan financier et destructrice de l'unité du budget annexe des P. T. T., c'est-à-dire destructrice de l'unité même de votre ministère dont nous pouvions penser, monsieur le ministre, en vous écoutant, qu'elle était un des credo auquel vous étiez attaché.

Détestable en terme de gestion du budget de la branche télécommunications, ai-je dit. Je m'explique.

Vous estimez à 11 439 millions le volume d'emprunts nécessaires aux télécommunications pour faire face à leur mission de service public. Comment pouvez-vous, à moins de vouloir détruire votre propre maison, accepter l'idée de remettre 3 200 millions au budget général et être obligé d'emprunter sur le marché, par l'intermédiaire de la caisse nationale des télécommunications, la somme correspondante à des taux dont chacun sait qu'à 16,17 ou 18 p. 100, ils constituent un très lourd handicap pour votre entreprise ? C'est si vrai que vous écriviez récemment que, dans le cas où ce prélèvement serait effectué, vous seriez obligé de demander éventuellement un relèvement de la taxe de base.

Sachant par ailleurs, comme vous l'avez reconnu vous-même, que la rentabilité des investissements supplémentaires actuels des télécommunications est très inférieure aux taux d'intérêt des emprunts, comment pouvez-vous accepter délibérément un geste aussi détestable qu'un enfant de l'école primaire serait à même de condamner ?

M. Henry Delisle. De l'école publique ! (*Sourires sur les bancs des socialistes.*)

M. Robert Galley. Mesure incohérente au plan financier, ai-je dit. Certes, j'entendais vanter les mérites de l'apport du budget général au budget de la poste pour l'acheminement de la presse, et je ne l'ai pas oublié. C'est une bonne mesure pour laquelle ont plaidé tous les ministres des P. T. T., et moi-même un des premiers.

Mais pouvez-vous, sans être quelque peu mal à l'aise, vous féliciter du beau geste que fait M. Fabius à votre profit en vous prenant dans une poche 3 200 millions et en vous en restituant 1 116 ? C'est une curieuse façon de concevoir les opérations, alors que chacun sait — vous le déploriez vous-même tout à l'heure — que le budget de la poste est si lourdement endetté qu'il paralyse les investissements pourtant si nécessaires à son fonctionnement.

Plus grave encore me paraît être l'ignorance du Gouvernement de l'unité du budget annexe des P. T. T. C'est un dogme auquel personne sans risque ne peut toucher. Comme le dit très justement dans son rapport M. Alain Bonnet, cette mesure traite la branche « télécommunications » comme une entité séparée. Cela est un mauvais coup à l'unité de votre ministère. Il se trouve justement que la branche « poste » sera, suivant vos prévisions, déficitaire de 3 200 millions, c'est-à-dire exactement le chiffre du prélevement opéré dans votre bourse par M. le ministre du budget.

M. Michel Noir. Très bien !

M. Robert Galley. Avez-vous songé à ce que vous répondez à votre personnel lorsqu'il vous réclamera de nouveaux moyens pour assurer la qualité de son travail en renouvelant, par exemple, le parc de véhicules et d'engins de manutention ? Lui direz-vous que vous manquez d'argent ?

Avez-vous songé à la responsabilité qui sera la vôtre si, au cours d'un hold-up, comme il y en a eu tant, hélas ! dans le passé, un de vos receveurs est blessé parce que le dispositif de télé-alarme n'a pas encore été installé faute d'argent ? Lui direz-vous que vous manquez d'argent ?

Avez-vous eu l'idée de comparer la somme de 67 millions d'autorisations de programme au titre de la sécurité du personnel à la somme gigantesque qui vous est autoritairement subtilisée ? En quoi le fait d'utiliser cette somme à des investissements pour la poste ou les télécommunications serait-il moins créateur d'emplois que le fait de la verser au budget général ? Voilà une question que tout le monde peut se poser.

Non, monsieur le ministre, il ne faut pas beaucoup d'imagination pour réduire l'endettement de la poste, il suffit d'un peu de rigueur et d'autorité. Vous avez des excédents d'un côté, et des dettes, de l'autre. Comme tout votre personnel le demande avec insistance, si M. le ministre du budget réclame la restitution d'une partie des excédents, exigez, vous, qu'ils soient affectés en totalité au remboursement de vos dettes. Tel est le sens de notre amendement.

M. le président. La parole est à M. François d'Aubert, pour défendre l'amendement n° 88.

M. François d'Aubert. Monsieur le ministre, nous pourrions être cruels et vous poser la question suivante : êtes-vous satisfait du prélèvement opéré sur votre budget par M. le ministre du budget ?

Je rappellerai simplement ce que vous disiez dans la lettre envoyée à M. Pierre Mauroy, le 29 juillet, dont la presse s'est fait l'écho :

« Le prélèvement actuellement envisagé conduirait à opérer une ponction sur les usagers afin d'alléger la charge des contribuables. » Tous les usagers du téléphone auraient donc le droit de s'indigner. « Si le prélèvement était maintenu, je serais amené à demander un relèvement accéléré de la taxe de base... Il y aurait donc lieu, selon moi, de fixer le relèvement de la taxe de base à cinquante centimes et de fixer, au 1^{er} janvier ou au 1^{er} février 1982, un nouveau relèvement à soixante centimes. »

Monsieur le ministre, avez-vous obtenu ce relèvement ? Si la réponse est affirmative, dites-le nous et faites-le savoir aux usagers. Dans la négative, comment trouverez-vous les ressources, si ce n'est, comme l'a dit très justement M. Galley, par l'endettement ? Mais ce ne serait pas une très bonne affaire ni pour le budget des télécommunications, ni pour la signature de l'Etat que l'on retrouve au bas des emprunts que lance sur le marché la caisse nationale des télécommunications.

Au nom du groupe Union pour la démocratie française, nous proposons une réduction de 3 200 millions des crédits du chapitre 69-06 concernant l'excédent d'exploitation affecté aux recettes du budget général.

Il est probable que la solution que vous utiliserez fera appel à la fois au relèvement des tarifs et à l'endettement. Avez-vous pensé que le marché financier français ne dispose que d'une capacité annuelle de 100 milliards. Or il sera mis à contribution pour régler l'impasse du budget général. A propos du procédé qui a été utilisé par M. Fabius, n'avez-vous pas vous-même déclaré : « Il sera facile à quiconque de démontrer que l'impasse budgétaire aura été artificiellement minorée » ? Ainsi, le marché financier, déjà sollicité pour assurer une partie importante de l'impasse, sera également mis à contribution pour assurer non seulement le financement des entreprises nationalisées mais aussi celui de la caisse nationale des télécommunications.

Je sais qu'il vous appartient surtout de défendre votre budget, mais nous vous donnons un bon coup de main dans ce domaine, car votre budget serait réduit en morceaux s'il n'y avait que les socialistes et les communistes pour le défendre. Heureusement que l'opposition est là. (*Exclamations sur les bancs des socialistes.*)

Monsieur le ministre, le budget que vous nous présentez implique une cohésion, notamment avec le marché financier, sinon vous vous heurterez à de graves difficultés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n^{os} 49 et 83 ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. La commission a émis un avis défavorable sur ces deux amendements, sans méconnaître pour autant les problèmes que pose le prélèvement en question.

M. Emmanuel Hamel et M. Michel Noir. Très bien !

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. Ce prélèvement doit absolument rester exceptionnel car son renouvellement grèverait de nouvelles charges le compte d'exploitation des P.T.T., il rendrait nécessaire de nouveaux emprunts et il aboutirait à terme à nier l'unité du budget annexe.

La commission a cependant noté que, dans la lettre de M. le Premier ministre datée du 6 novembre 1981, que M. le ministre des P.T.T. a bien voulu fournir aux deux rapporteurs, M. Jarosz et moi-même, figuraient deux fois les mots « prélèvement exceptionnel ». Je souhaite qu'il le soit vraiment.

M. Emmanuel Hamel. Nous aidons donc M. le ministre !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n^{os} 49 et 83 ?

M. le ministre des P.T.T. J'ai déjà donné mon avis longuement dans mon intervention générale, et la lettre du Premier ministre en réponse à l'adresse du conseil supérieur des P.T.T. apporte à ce sujet toutes les précisions désirables.

Quant au problème de la taxe de base, il doit être examiné séparément. Il se pose en permanence et l'augmentation de cette taxe, ainsi que vous l'avez rappelé, monsieur Noir, avait été prévue dans le budget de 1981. Le Gouvernement prendra une décision à cet égard au moment opportun.

Enfin, monsieur Galley, quand j'entend vos arguments sur l'unité des P.T.T. et sur le sort des personnels, que vous évoquez presque avec des trémolos dans la voix, permettez-moi de souhaiter que les « avis autorisés » nous viennent plutôt d'ailleurs, disons d'avocats plus convaincant, si l'on songe à ce que vous et vos successeurs avez fait pour l'unité des P.T.T. et le sort des personnels ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Galley.

M. Robert Galley. Monsieur le ministre, s'agissant de l'unité des P.T.T., je tiens à relever votre propos.

En 1971, j'ai moi-même créé la spécificité de la branche des télécommunications, mais je n'ai jamais touché à l'unité des P.T.T. Je crois que si vous vous renseignez sur le passé, chacun vous le dira. Et je n'ai surtout pas touché à l'unité du budget annexe des P.T.T. !

Sur cet amendement, je n'ajouterai rien d'autre sinon que l'affaire nous paraît si sérieuse qu'en d'autres circonstances nous aurions demandé un scrutin public : compte tenu de l'heure, nous y renonçons.

M. le président. La parole est à M. Sarre.

M. Georges Sarre. Quelques mots seulement pour expliquer la position et le vote du groupe socialiste.

Finalement, le prélèvement opéré est une aubaine pour les membres de l'opposition : enfin, ils ont un os à ronger, dont ils se sont emparés avec empressement ! (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. Michel Noir. Mais le rapporteur spécial, M. Alain Bonnet, aussi !

M. Emmanuel Hamel. Il l'a même « rongé », dans son rapport écrit, si j'ose dire !

M. Georges Sarre. Messieurs de l'opposition, vous faites un peu vite l'impasse...

M. Emmanuel Hamel. Vous, vous en faites une de 95 milliards de francs !

M. Georges Sarre. ...sur ce qui a été dit par le ministre et par les orateurs du groupe socialiste.

En effet, comment ne pas tenir compte de la situation dramatique dans laquelle sont plongés les millions de femmes et d'hommes actuellement en chômage ! Dans sa déclaration, le Premier ministre s'est engagé formellement à ce que le prélèvement soit exceptionnel. Nous, nous l'acceptons — mais sans plaisir — tout simplement parce qu'il est exceptionnel. Je suis convaincu que, ce faisant nous répondons à une préoccupation largement comprise par l'opinion publique.

M. Michel Noir. Monsieur Sarre, puis-je vous interrompre ?

M. Georges Sarre. Monsieur Noir, vous avez parlé de « hold-up » : je vous en prie, évitez l'outrance, c'est un conseil que je me permets de vous donner.

M. Michel Noir. Sentencieux !

M. Henry Delisle. C'est le gang des Lyonnais ! (*Sourires.*)

M. Georges Sarre. L'article R.91 du code des P.T.T., qui reprend l'article 74 de la loi de finances de 1923...

M. Michel Noir. Oui, je sais, je sais...

M. Georges Sarre. ...prévoit expressément que les excédents de recettes éventuels du budget annexe profiteront au budget général. Le gouvernement actuel et le ministre des P.T.T. n'ont fait qu'appliquer une disposition réglementaire.

Etant donné la conjoncture, il n'est pas choquant que les télécommunications apportent leur concours à la couverture des charges du budget général, car le prélèvement proposé laisse à la branche des télécommunications un solde créditeur d'exploitation de 6 milliards 015 millions de francs. A ce montant, il faut ajouter 13 milliards 600 millions de francs d'amortissements.

Au total donc, plus de 19 milliards de francs permettront de garantir la bonne exécution des investissements des télécommunications, le taux d'autofinancement restant ainsi supérieur à 70 p. 100.

M. François d'Aubert. Vous trouvez toujours que ça allait si mal dans le passé ?

M. Georges Sarre. Le transfert opéré en sens inverse du budget général au budget des P.T.T. représente un grand pas.

Monsieur Galley, j'étais postier à l'époque où vous étiez en fonction rue de Ségur et vous n'avez pas laissé dans cette administration un souvenir impérissable...

M. François d'Aubert. Vous non plus ! (*Rires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Georges Sarre. ...pour ce qui est des avantages apportés aux personnels. Membre du Gouvernement, vous vous êtes certainement battu pour les défendre quand vous en aviez la responsabilité. Mais c'est bien la première fois que le budget général est mis à contribution. Un mouvement inverse s'est amorcé : pensons à ce qu'exigent les organisations syndicales et les personnels depuis des années !

M. le président. Monsieur Sarre, je vous prie de conclure.

M. Georges Sarre. Je termine, monsieur le président.

Sans ce prélèvement exceptionnel, l'opposition aurait bien été obligée de reconnaître que ce budget de transition annonce pour les personnels, pour le public et pour le service des postes et télécommunications un redressement bien nécessaire. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. Si j'ai bien compris, les groupes du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française votent pour l'amendement.

Les groupes socialiste et communiste, c'est-à-dire les deux groupes de la majorité, entendent voter contre.

Vous avez renoncé à demander un scrutin public, monsieur Galley, mais en donnant cette précision, je crois répondre à vos préoccupations.

Je mets aux voix le texte commun des amendements n^{os} 49 et 88.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. M. Noir et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n^o 50, ainsi rédigé :

« Réduire de un milliard de francs les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Monsieur le ministre, je vous ai demandé tout à l'heure si, vous pensiez pouvoir maintenir le haut niveau de compétitivité et de recherche-développement avec une enveloppe de la recherche qui n'augmente que de 4 p. 100 par rapport à 1981.

Vous nous avez précisé les intentions du Gouvernement en ce qui concerne la facturation détaillée et je dois donc vous faire part d'une inquiétude supplémentaire : des efforts de recherche relativement importants seront nécessaires pour équiper les centraux téléphoniques afin qu'ils puissent établir cette facturation. Pour les centraux électroniques, ce n'est pas difficile, mais des problèmes se posent dans les centraux qui utilisent le système Crossbar.

Bref, une certaine partie de l'enveloppe recherche-développement sera consacrée à payer les conséquences de la décision prise dans ce domaine, d'autant plus que le directeur général des télécommunications a précisé que la facturation détaillée pourra être fournie aux abonnés qui en feront la demande dès 1984. Cela signifie, n'est-ce pas, que tous les centraux devront être équipés ? Le milliard et demi qui sera dépensé pour les investissements nécessaires à ces équipements viendra en déduction, bien sûr, de l'effort général d'investissement, je l'ai dit. En outre, une partie des crédits de la recherche-développement sera immédiatement indispensable pour étudier les conséquences de la facturation détaillée.

Je résume les deux questions de fond sur lesquelles nous souhaitons des réponses : d'une part, appréciation globale de la faiblesse de l'enveloppe recherche, qui fait problème si l'on songe à la place que la France occupe dans ce domaine et à l'effort public qui tire l'effort industriel ; d'autre part, conséquences de la facturation détaillée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. Monsieur Noir, c'est, si j'ose dire, une question de frontière.

Si vous examinez le budget de recherche — développement, mieux représenté par le chapitre 695-03, paragraphe 60, c'est-à-dire l'ensemble des investissements, vous observerez que la progression est de 13 p. 100 environ. Après les efforts des années précédentes, elle correspondra sinon à un accroissement, du moins à un maintien tout à fait normal.

Cet amendement n^o 50 ne me semble pas avoir d'objet. Je demande son rejet.

M. le président. Monsieur le ministre, l'auteur de l'amendement vous a devancé : il m'a fait signe qu'il le retirait.

L'amendement n^o 50 est retiré.

Je suis saisi de deux amendements, n^{os} 89 et 51, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n^o 89, présenté par M. François d'Aubert est ainsi rédigé :

« Réduire de 600 millions de francs les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

L'amendement n^o 51, présenté par M. Noir et les membres du groupe du rassemblement pour la République, est ainsi rédigé :

« Réduire de 300 millions de francs les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

L'amendement n^o 89 n'est pas défendu.

La parole est à M. Noir, pour soutenir l'amendement n^o 51.

M. Michel Noir. Nous souhaitons qu'à l'occasion de l'examen de ce projet de budget, le Gouvernement, qui a une nouvelle politique dans ce domaine, précise ses intentions au sujet de la politique industrielle, notamment à l'égard des nouveaux produits et des nouveaux services.

Au chapitre 695-03 sont prévus 600 millions de francs au titre des communications optiques. A ce propos, je signale une erreur d'impression dans le texte de l'exposé sommaire de mon amendement : il ne s'agit pas, bien entendu, de 6 000 millions de francs !

Des expériences ont été engagées très avant, dans ce domaine, par les précédents gouvernements. Quelles sont désormais les intentions, les démarches et les liaisons avec le secteur industriel qui sont envisagées par la consommation du crédit ? Il s'agit des « communications optiques » sans autre information. Il est tout de même gênant que l'Assemblée nationale vote ainsi une telle somme, sans autres renseignements : vous le comprendrez, surtout pour un secteur aussi porteur d'avenir que celui-là.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. Monsieur Noir, je comprends votre curiosité, qui est d'ailleurs sans limite (*Sourires*), mais comme j'ai dit en quelle considération je tenais cette assemblée, sur les bancs de laquelle j'ai siégé assidûment de nombreuses années, je vous invite à vous reporter aux réponses argumentées que j'ai fournies à deux questions écrites 1998 et 2452 — elles ont paru voici une dizaine de jours.

Sans témoigner d'un manque de considération envers l'Assemblée, je pense pouvoir déclarer que cet amendement est sans objet.

M. le président. Vous retirez l'amendement, monsieur Noir ?

M. Michel Noir. Oui, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n^o 51 est retiré.

M. Noir et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n^o 52 ainsi rédigé :

« Réduire de 65 millions de francs les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Le rapporteur spécial ne pourra pas me reprocher de ne pas avoir de la suite dans les idées et de découvrir subitement la question que je vais poser, car il s'agit d'un amendement identique à celui que j'ai déposé il y a deux ans déjà !

Après avoir entendu les propos tenus par le ministre des P. T. T., j'imagine que le Gouvernement va accepter cet amendement qui vise à dénoncer la politique un peu trop dispenseuse qui a été celle de la direction générale des télécommunications. Celle-ci a installé de magnifiques agences commerciales, ou « téléboutiques » alors que, dans les bureaux de poste, les agents travaillaient dans les conditions que nous savons. Elles ont été dénoncées tout à l'heure, et à juste titre ; nous l'avions déjà fait les années précédentes.

Nous souhaitons qu'un terme soit enfin mis à cette politique qui établissait en quelque sorte une dichotomie très tranchée entre les deux branches du ministère des P. T. T.

Puisque nous avons passé une sorte de convention entre nous, monsieur le ministre (*sourires*), je vous interrogerai sur le sujet selon la procédure des questions écrites ou des questions orales. J'aurais souhaité m'entendre quelque peu sur le texte de cet amendement, en vous demandant quelles étaient vos intentions en ce qui concerne la polyvalence des bureaux de poste en milieu rural. Le gouvernement précédent, par un décret du mois d'octobre 1979 avait pris une heureuse initiative en ce domaine. Vous le voyez, pour la poste, nous avons fait aussi de bonnes choses ! Quel avenir réservez-vous à cette politique ?

Cet amendement, que je maintiendrai, pose la question de l'écart par trop flagrant entre le luxe des « téléboutiques » et de certaines agences commerciales et l'état des bureaux de poste.

Mais nous accepterions que le ministre nous demande de retirer cet amendement (*sourires*) s'il prenait l'engagement d'affecter les 65 millions de francs en cause à la poste et non aux télécommunications.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. Monsieur Noir, il semble que vous ne m'avez pas bien écouté tout à l'heure : j'ai déclaré que vous connaissiez bien le budget des P. T. T. !

Monsieur le président, la commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. M. Noir est un procureur impitoyable de la politique conduite dans le passé !

Etant donné ce qu'il a dit, il aurait dû refuser le budget de 1981 qu'il a voté et il devrait accepter, au contraire, celui qu'il s'approprie à rejeter. (*Sourires*.)

Je ne peux que l'inviter à se reporter à mes multiples déclarations sur l'unité du service, sur l'écart qu'il importait de réduire, sur l'arrêt de l'implantation de téléboutiques mais

aussi sur la poursuite et l'enrichissement de l'expérience de polyvalence administrative pour les bureaux de poste en milieu rural.

Vraiment, je ne crois pas que l'on puisse aller mieux dans le sens de ses vœux. Sans doute M. Noir retirera-t-il mon amendement ?

M. le président. Monsieur le ministre, une nouvelle fois l'auteur de cet amendement vous a devancé ! Il a fait un geste, au sens propre et au sens figuré. (Sourires.)

L'amendement n° 52 est retiré.

Je suis saisi de deux amendements, n° 90 et 53, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 90, présenté par M. François d'Aubert, est ainsi rédigé :

« Réduire de 600 millions de francs les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

L'amendement n° 53, présenté par M. Noir et les membres du groupe du rassemblement pour la République, est ainsi rédigé :

« Réduire de 300 millions de francs les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Ces deux amendements répondent à des préoccupations identiques.

Ce sont les plus importants des amendements déposés par l'opposition. Nous nous retrouvons dans la situation de l'année dernière. Il s'agit d'aborder, non pas tout le débat de fond sur la télématique, mais une question essentielle relative aux pouvoirs du Parlement : dans quelle mesure celui-ci peut-il contrôler la mise en œuvre d'une politique qui, sous ses aspects socio-culturels, industriels et économiques suscite des problèmes d'une ampleur très grande. Ils conditionnent le devenir de notre société d'une façon si sensible que nous souhaitons que le Parlement soit associé au contrôle des actions entreprises dans le secteur de la télématique.

L'année dernière, par un amendement identique à notre amendement n° 53, nous avions demandé la suppression de la moitié des crédits consacrés à la télématique. Nous avions ainsi obtenu du Gouvernement la création d'une commission du suivi des expériences télématiques. La majorité de ses membres étaient des parlementaires. Cette commission, qui avait commencé ses travaux, ne s'est plus réunie à la suite des changements intervenus à la tête de l'Etat. Elle a disparu. Nous souhaitons, monsieur le ministre, que dans ce domaine vous preniez l'initiative que vous avez esquissée tout à l'heure, ce qui me permettra, si vous confirmez vos propos, de retirer mon amendement.

Nous serions heureux qu'une commission de contrôle analogue à celle qui existait soit installée le plus vite possible et qu'elle soit toujours composée avec une majorité de parlementaires. C'est le rôle essentiel du Parlement que de contrôler des domaines aussi fondamentaux.

Nous attendons votre réponse. Elle revêtira d'autant plus d'importance qu'à la tête de la direction générale des télécommunications, nommé par vous-même, désormais, se trouve un haut fonctionnaire de l'administration, auteur du rapport Dondoux-Ducastel : ce rapport, qui date d'à peine quelques mois, avait été des plus critiques et des plus négatifs en ce qui concerne l'expérience de l'annuaire électronique. Cette expérience consommée, en effet, l'essentiel du budget de la télématique. Nous nous posons, et à juste titre, des questions sur la future politique de la télématique qu'envisage le Gouvernement. Sans faire de procès d'intention, bien entendu, à l'éminent collaborateur que vous avez mis à la tête de la direction générale des télécommunications, dont nous savons la tradition de grande valeur, nous souhaitons que le Parlement continue à exercer sa fonction de contrôle. C'est pourquoi, monsieur le ministre, au bénéfice des précisions que vous voudrez bien apporter sur le délai de constitution de cette commission et sur sa composition, je retirerai ces deux amendements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. La commission des finances n'a pas examiné les amendements n° 53 et 90.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. Je dirai à M. Noir, dont la curiosité est insatiable, qu'il ne faut pas nécessairement attendre le débat budgétaire pour traiter d'un problème et pour avoir toutes les réponses. Il conviendra avec moi que, s'il devait en aller autrement, il faudrait consacrer aux P. T. T. au moins le reste du week-end.

M. Emmanuel Hamel. Les P. T. T. le méritent bien !

M. le ministre des P. T. T. Aussi bien, la procédure parlementaire a prévu d'autres moyens. Je renvoie donc M. Noir à la réponse que j'ai faite tout à l'heure. Il semble ignorer — pourtant il l'a entendu — que cette commission du suivi, j'en

ai décidé le maintien et que j'attends, pour la faire fonctionner, qu'on me fournisse en particulier le nom du délégué du groupe du rassemblement pour la République. Je pense que ce groupe fera désormais diligence et ne dressera pas un obstacle supplémentaire à une information approfondie du Parlement et en particulier de l'Assemblée nationale. (Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. En dehors de la satisfaction que j'ai de constater que le dialogue qui s'instaure entre nous peut se situer sur le registre d'une cordiale ironie qui témoigne qu'un courant de sympathie passe entre nous, je dois cependant démentir les informations que vous venez d'apporter, monsieur le ministre. M. Labbé, le président du groupe du R. P. R., qui était tout à l'heure dans l'hémicycle, m'a confirmé ce que je savais déjà. En effet, vous imaginez bien, puisque vous avez mis l'accent sur ma curiosité, que j'avais pris la précaution de vérifier, avant de déposer un tel amendement, qu'à aucun moment ni le groupe Union pour la démocratie française ni le groupe du rassemblement pour la République n'ont été saisis par la présidence de l'Assemblée nationale de la demande de désignation d'un membre pour participer aux travaux de cette commission. Il semble donc que ce soit de ce côté qu'il y ait un blocage. Je demande au président de séance de saisir le président de l'Assemblée nationale, afin que cette communication soit faite au président de chacun des groupes, car je ne suis pas sûr que le groupe socialiste ait été saisi. Ou alors cela signifierait qu'il y a deux traitements dans cette assemblée.

M. Henry Delisle. Mais non, mais non !

M. Michel Noir. En tout cas, sachez que dès que M. Labbé sera saisi officiellement par le président de l'Assemblée nationale d'une demande de désignation d'un représentant du groupe, il sera fait diligence et dans les vingt-quatre heures celui-ci sera nommé.

Sous cette réserve, je retire les deux amendements, ayant compris que le Gouvernement est décidé sur ce plan-là à continuer la politique qu'avait entreprise son prédécesseur.

M. le président. Je saisisrai M. le président de l'observation formulée par M. Noir.

Les amendements n° 53 et 90 sont retirés.

M. Noir et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 54 ainsi rédigé :

« Réduire de 25 millions de francs les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Au chapitre 695-03 sont prévues les opérations à effectuer sur le réseau national et régional des télécommunications et en particulier les constructions de tours hertziennes. L'année dernière, figuraient dans le « bleu » budgétaire des indications sur le lieu de leur implantation, ce qui n'est pas sans importance pour les grandes villes concernées.

Ces dernières souhaitent en effet être informées par avance de ce qui se dressera à leur périphérie, voire en leur centre. Or, sur ce plan-là, vous avez innové puisque ne figure plus désormais aucune indication. L'année dernière, nous avions été obligés de batailler — et l'Assemblée nous avait d'ailleurs suivi, contre l'avis du Gouvernement — pour qu'une tour hertzienne ne soit pas implantée en plein Lyon — tel était le projet des télécommunications. Nous avons donc obtenu gain de cause.

M. Emmanuel Hamel. Eh oui !

M. Michel Noir. Est-ce précaution excessive de ma part que de me préoccuper cette année encore de savoir si la disparition de la mention des villes dans lesquelles seront implantées ces tours ne cacherait pas une volonté de mettre à exécution ce même projet...

M. Henry Delisle. On ne va pas la mettre dans votre circonscription !

M. Michel Noir. ... ce dont ne veulent pas l'ensemble des députés de la ville de Lyon ?

M. Henry Delisle. C'est dans la circonscription de M. Barre ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. Dans le cadre de la politique de développement du réseau de télécommunication, le programme de mise en œuvre des stations hertziennes avec tour tient le plus grand compte des contraintes liées à l'environnement.

C'est pour satisfaire à ces dernières exigences que de nombreux projets, dont celui de la tour de Lyon-Lacassagne, ont été abandonnés. Mais M. Noir est si souvent présent dans cette

enceinte — et nous ne l'en blâmerons pas — qu'il n'a plus le temps de lire son courrier. Sinon, il aurait vu que j'ai répondu le 25 octobre dernier à une question écrite dont il était l'auteur. Je le prie de s'y reporter, cela lui évitera de poser ici des questions qui ont déjà trouvé une réponse. (Sourires.)

M. Emmanuel Hamel. Voilà en tout cas une nouvelle réponse plaisante puisqu'elle confirme votre décision.

M. le président. M. Noir est un parlementaire assidu, travailleur, qui accomplit sa tâche.

Je lui donne la parole.

M. Michel Noir. Non *bis in idem*, mais je préfère tenir que courir.

M. Emmanuel Hamel. Et puis *bis repetita placent!*

M. Michel Noir. C'est vrai que la réponse à une question écrite a une certaine valeur. Mais il est non moins vrai qu'une précision apportée en séance publique justifie que j'aie demandé confirmation. On voudra bien m'excuser d'avoir pris quelques minutes du temps de l'Assemblée mais, de fait, étant donné la rédaction du « bleu », nous pouvions craindre que la réalité ne soit pas entièrement conforme à la réponse à cette question écrite.

M. le président. Monsieur Noir, vous retirez votre amendement ?

M. Michel Noir. Oui, monsieur le président, puisque nous avons satisfaction.

M. le président. L'amendement n° 54 est retiré.

M. Noir et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 95 ainsi rédigé :

« Réduire de 5 276 000 F les crédits ouverts au paragraphe II de l'article 48. »

La parole est à M. Noir.

M. Michel Noir. Cet amendement, le dernier mais non le moindre, selon la traduction d'une expression bien connue... nous a été inspiré par l'absence de sincérité dans la présentation du budget de la branche télécommunications, la sous-évaluation des dépenses et, surtout, la surévaluation des recettes, puisque les hypothèses retenues sont fausses.

Vous mettez en effet en recettes les taxes de base téléphoniques à 0,55 franc du 1^{er} janvier au 1^{er} avril et à 0,60 franc du 1^{er} avril au 31 décembre 1982, alors qu'actuellement cette taxe n'est toujours pas à 0,55 franc. Cela signifie-t-il qu'il y aura augmentation au 1^{er} janvier 1982 ?

Mais alors, et c'est ma deuxième question, qu'en sera-t-il de l'engagement qu'a pris le Gouvernement de geler les prix des services publics jusqu'à la fin du mois d'avril, dans le cadre de la politique de lutte contre la hausse des prix ?

Je vois là une contradiction flagrante. Je souhaite donc que l'Assemblée soit informée sur ce point, comme sur ce qui a trait aux tarifs postaux. Vous comprendrez, monsieur le ministre, que le Parlement, dont la fonction est de voter et de contrôler les dépenses et les recettes, s'étonne que lui soit présenté un projet de budget comportant une surévaluation de 5,3 milliards de francs de recettes. J'imagine que M. le président de la commission des finances comme M. le rapporteur spécial s'étonnent tout autant de telles imprécisions, pour ne pas utiliser un autre terme.

Telles étaient les deux dernières questions que je souhaitais vous poser en défendant la série des amendements déposés par le groupe du rassemblement pour la République.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Alain Bonnet, rapporteur spécial. Même observation : notre commission des finances n'a pas examiné cet amendement.

M. Michel Noir. Mais qu'a-t-elle donc examiné ?...

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des P. T. T. Je comprends mal, je dois dire, la hâte insolite de M. Noir à voir augmenter les tarifs publics. Il devrait plutôt féliciter le ministre de ne pas l'avoir fait.

Je rappelle ce que j'ai dit à la tribune : cette décision doit faire l'objet d'un arbitrage interministériel. Je précise que

la taxe de base téléphonique n'a pas augmenté depuis juin 1979. Quant à la taxe de raccordement, elle a été abaissée non pas à 500 francs, comme vous l'avez dit, mais à 400 francs.

M. Michel Noir. C'est un bel héritage !

M. le ministre des P. T. T. Ce sont les gains de productivité aux télécommunications qui ont permis cette évolution. Il faut également observer que le prix du téléphone depuis la fin de 1979 a baissé d'environ 30 p. 100 en francs constants. C'est à la lumière de ces éléments et de bien d'autres, dont l'équilibre budgétaire, que le Gouvernement examinera la question du montant de la taxe de base qui est un tarif public. Je pense Monsieur Noir, que vous avez malgré tout satisfaction et que vous pouvez retirer cet amendement.

M. le président. Le faites-vous, monsieur Noir ?

M. Michel Noir. Oui, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 95 est retiré.

Je mets aux voix les autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 48.

(Ces autorisations de programme sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits inscrits au paragraphe II de l'article 48.

(Ces crédits sont adoptés.)

M. le président. Nous avons terminé l'examen du budget annexe des postes et télécommunications.

La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Cet après-midi, à quinze heures quinze, deuxième séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1982, n° 450 (rapport n° 470 de M. Christian Pierret, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan) :

— Transports et articles 63 et 91 :

— section commune :

(Annexe n° 39. — M. François d'Aubert, rapporteur spécial) ;

— Transports intérieurs :

(Annexe n° 40. — M. Roland Carraz, rapporteur spécial ; avis n° 475, tome XVII, de M. Alain Chénard, au nom de la commission de la production et des échanges) ;

— Aviation civile, météorologie :

(Annexe n° 41. — M. Robert-André Vivien, rapporteur spécial ; avis n° 475, tome XVIII, de M. Claude Labbé (aviation civile), au nom de la commission de la production et des échanges) ;

— Plan et aménagement du territoire :

(Annexe n° 22. — M. Dominique Taddei, rapporteur spécial ; avis n° 475, tome XII, de M. Robert de Caumont, au nom de la commission de la production et des échanges).

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à treize heures trente-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.